

Revue de presse - Ambition Africa

18 & 19 novembre 2025

SOMMAIRE

classe-export.com (10 novembre 2025)	7 édition de Ambition Africa à Paris	5
www.latribune.fr (18 novembre 2025)	Ambition Africa : « La France peut se distinguer de la Chine par son approche très partenariale »	6
AFP - AGENCE FRANCE-PRESSE (18 novembre 2025)	La France veut renforcer ses "partenariats gagnant-gagnant" avec l'Afrique	9
www.mediapart.fr (18 novembre 2025)	La France veut renforcer ses « partenariats gagnant-gagnant » avec l'Afrique	11
www.boursorama.com (18 novembre 2025)	Commerce : la France mise sur des partenariats "gagnant-gagnant" avec l'Afrique	12
www.bfmtv.com (18 novembre 2025)	Plus de 65 milliards d'euros d'échanges commerciaux avec l'Afrique: la France est le 4ème investisseur étranger sur le continent et veut aller beaucoup plus loin	14
AFP - AGENCE FRANCE-PRESSE (18 novembre 2025)	La France veut renforcer ses "partenariats gagnant-gagnant" avec l'Afrique	16
AFP - AGENCE FRANCE-PRESSE ECONOMIQUE (18 novembre 2025)	La France veut renforcer ses "partenariats gagnant-gagnant" avec l'Afrique	18

LA CORRESPONDANCE ECONOMIQUE (19 novembre 2025)	Paris et Berlin en fer de lance de la souveraineté numérique européenne	20
BULLETIN QUOTIDIEN (19 novembre 2025)	Paris et Berlin en fer de lance de la souveraineté numérique européenne	22
www.lemoci.com (19 novembre 2025)	Afrique – France : Le forum Ambition Africa fait le plein et prône un renouveau des relations économiques	24
Webmanagercenter (19 novembre 2025)	Forum Ambition Africa 2025 : le dynamisme tunisien mis en lumière	27
www.latribune.fr (19 novembre 2025)	Ambition Africa 2025 : à Bercy, la France cherche un partenariat gagnant-gagnant avec l'Afrique	28
www.lemoci.com (19 novembre 2025)	Marchés, en bref : Afrique, Ukraine, Emirats arabes unis, Turquie, services informatiques	31
www.africapresse.paris (21 novembre 2025)	VII e Ambition Africa par Business France / Marie-Laure Akin-Olugbade, VP de la BAD : « À condition d'investir, l'Afrique peut devenir le moteur de la croissance mondiale »	33

www.africapresse.paris (22 novembre 2025)	VII e AMBITION AFRICA / Hubert NANA, PDG Human Resource Solutions (HSD) : « Il faut adapter en Afrique la formation aux besoins réels du marché du travail »	37
www.africapresse.paris (22 novembre 2025)	Ambition Africa 2025 / Marie-Laure AKIN-OLUGBADE, VP de la BAD : « Que les investisseurs français soient plus audacieux ! »	43
RFI (27/11/25 à 05:52)	RFI MATIN	47
www.africaintelligence.fr (28 novembre 2025)	Libye Entre Abdelhamid Dabaiba et Khalifa Haftar, l'exercice d'équilibre des investisseurs français	48
www.lemoci.com (28 novembre 2025)	France-Mauritanie : Nicolas Forissier à Nouakchott pour dynamiser les échanges	50
AFRICA INTELLIGENCE (NEWSLETTER) (28 novembre 2025)	Entre Abdelhamid Dabaiba et Khalifa Haftar, l'exercice d'équilibre des investisseurs français	52
www.mayottehebdo.com (12 décembre 2025)	Les entreprises mahoraises invitées à participer à Ambition Africa 2025	54
www.leconomistemaghrebin.com (12 décembre 2025)	La Tunisie présente au forum économique « Ambition Africa » à Paris	56

7^e édition de Ambition Africa à Paris



Organisé par Business France avec le soutien de partenaires publics et privés, la 7^e édition d'[Ambition Africa](#) se tiendra les 18 et 19 novembre prochains à Paris et réunira des décideurs publics et privés, ministres, chefs d'entreprise, représentants d'organisations internationales et experts de haut niveau, venus de plus de 40 pays africains et européens. Elle permettra de renforcer et accélérer les liens entre la France et l'Afrique.

Ambition Africa est une plateforme unique et privilégiée d'échanges et de rencontres entre acteurs économiques Français et africains. Nicolas Forissier, ministre délégué chargé du Commerce extérieur et de l'Attractivité, prononcera le discours d'ouverture en présence des délégations africaines et françaises. Des représentants du Sénégal, de la Côte d'Ivoire, du Maroc, du Kenya, d'Egypte ou du Bénin sont d'ores et déjà annoncés. Parmi les différents intervenants attendus sont cités Alain Ndikumana (ministre des Finances, Burundi), Rachel Pungu Luamba (directrice Générale ANAPI) ou Zamimou Ahamadi (Vice-Présidente du conseil départemental de Mayotte chargée des finances, des affaires européennes et du numérique).

Plusieurs tables rondes sectorielles exploreront les dynamiques de croissance et les coopérations économiques dans les domaines de l'agriculture, des énergies renouvelables, de la santé, des infrastructures, du numérique et de la finance. Le programme est disponible [en ligne](#).

Ambition Africa : « La France peut se distinguer de la Chine par son approche très partenariale »

En marge du sommet business, Ambition Africa, qui se tient à Bercy ce mardi et mercredi, le nouveau directeur de la zone Afrique du Nord de Business France, Philippe Garcia, revient pour La Tribune sur les nouveaux modèles de coopération et les opportunités à saisir.



Philippe Garcia, directeur zone Afrique du Nord de Business France.

DR

Ce mardi et mercredi, plus de 1 900 personnes sont attendues à Bercy pour la 7e édition d'Ambition Africa, un forum business pour les entreprises françaises et africaines, placé sous le haut patronage du Président de la République, Emmanuel Macron. L'évènement est organisé par Business France. L'agence gouvernementale attend plus de 40 nationalités différentes et plus de 1 400 rendez-vous entre entreprises.

À cette occasion, Philippe Garcia, nommé il y a deux mois à la direction de la zone Afrique du Nord de Business France, revient pour *La Tribune* sur ses attentes, ses objectifs et sur les secteurs porteurs dans la région qu'il couvre.

LA TRIBUNE. Vous avez pris fonction il y a deux mois. Quelles sont vos priorités à la tête de la direction Afrique du Nord de Business France ?

PHILIPPE GARCIA. Nos priorités sur le plan sectoriel restent les mêmes : énergies, transition énergétique, infrastructures, santé, numérique et agroalimentaire. Depuis que j'ai pris mes fonctions, j'ai rencontré

énormément d'acteurs économiques, des institutionnels, des banques, des grands patrons, des PME, des incubateurs, etc. Pour mieux m'imprégner de ce qu'il était possible de mieux faire. C'est une zone sur laquelle nous avons quatre pays (l'Algérie, la Tunisie, le Maroc et Libye) et dans laquelle nous avons des positions très fortes car la France est le premier partenaire économique de la Tunisie, du Maroc et de l'Algérie.

« La Tunisie peut faire partie d'une stratégie élargie de souveraineté économique française »

Si nous le voulions, nous pourrions rester avec ces parts de marché et continuer ainsi. Mais nous pouvons aller plus loin, car il y a une vraie volonté des Marocains et des Tunisiens en particulier. S'agissant de deux pays qui mènent une politique de souveraineté économique assez marquée, ce que nous essayons de promouvoir côté tunisien et côté marocain, c'est aller vers du co-développement. C'est d'autant plus simple que nous considérons que nous sommes dans une zone relativement stable sur le plan de la relation avec la France et que nous nous trouvons à un moment où les entreprises françaises cherchent à trouver leurs partenaires, leurs alliés, leurs amis.

Vous avez déclaré, au cours de votre prise de fonction, que « la souveraineté industrielle de la France passe aussi par la Tunisie ». Pouvez - vous expliquer cette phrase ?

Trop souvent, lorsque l'on parle de la Tunisie en France, l'image économique qui vient, c'est l'olive, le tourisme et le textile. Mais il y a aussi plein d'autres secteurs : la santé, l'automobile, l'aéronautique, l'électronique, l'intelligence artificielle, le numérique, etc. Et mon propos était de considérer que dans le cadre des politiques de sécurité et souveraineté économique que nous menons, nous sommes un peu le bras armé de la souveraineté économique française à travers l'attraction d'investissements étrangers et le développement des exportations françaises.

Alors, considérant la facilité qu'il y a pour une entreprise française à produire en Tunisie sans délocaliser, la Tunisie peut faire partie d'une stratégie élargie de souveraineté économique française. D'autant plus que cela peut nous permettre d'aller conquérir d'autres marchés qui nous sont plus difficilement accessibles, et où nous avons besoin d'une triangulation : c'est le cas en Afrique francophone par exemple.

« En Algérie, aucune entreprise française, à ma connaissance, n'a fermé »

Attendez-vous certains signaux de la part de Tunis sur le climat des affaires, le cadre réglementaire... ?

A priori, pas dans l'immédiat. Ce que nous serions en mesure d'attendre, c'est que la Tunisie, qui n'a pas de marque pays pour l'instant, communique davantage sur ses atouts qui sont bien réels. Dans l'innovation, dans l'intelligence artificielle, dans le numérique, ils ont des talents vraiment exceptionnels. Les flux d'investissements français en 2025 ont encore progressé.

Quelles relations entretenez-vous avec l'Algérie, alors que les deux dernières années ont été dégradées sur le plan politique ?

En Algérie, Business France a maintenu une présence. Malgré une certaine réduction de notre activité, nous avons vraiment tenu à maintenir un bureau, comme l'ont fait d'ailleurs les entreprises françaises qui ont des filiales. Aucune, à ma connaissance, n'a fermé. Elles sont restées en Algérie malgré la baisse de l'activité et parce que c'est l'Algérie. Parce qu'il y a une proximité historique, affective, peut-être un peu passionnelle parfois. Et donc, nous croyons à un redoux, et c'est dans cette perspective que nous avons maintenu un bureau.

Au Maroc, quels secteurs vous paraissent particulièrement porteurs ?

Parmi les secteurs particulièrement porteurs, il y a effectivement les phosphates. 70 % des réserves mondiales sont au Maroc. Mais il y a d'autres secteurs, comme le sport, sur lequel nous nous lançons. Nous nous positionnons avec la CAN en ce moment, et la Coupe du Monde FIFA 2030, à la fois sur des enjeux d'infrastructures mais aussi sur tous les contrôles, sécurité, billetterie, etc. Il y a le secteur de la mode, de la santé, de la logistique. Et dans le secteur des infrastructures, il y a de plus en plus le ferroviaire. Il y a une vraie politique de décarbonation de l'économie marocaine, comme c'est le cas en Tunisie aussi.

L'Afrique du Nord occupera-t-elle une place importante au forum ?

Oui, elle est importante en termes de participants. Il devrait y avoir environ 200 Nord-Africains, essentiellement des entreprises, des patrons d'entreprises privées du Maroc, de Tunisie, d'Algérie et nous avons également une grande délégation libyenne. Pour nous, le succès du forum se constatera dans les prochaines semaines, par l'ardeur que nous allons mettre à aller revoir les participants qui nous paraissent vouloir jouer un rôle dans le développement ou dans le renforcement du partenariat franco-africain. Nous leur proposerons de nouveaux formats de coopération. Je pense que c'est l'avenir de la relation franco-africaine sur les plans économique, commercial et industriel. Nous sommes très attendus sur ces sujets-là, y compris sur la coopération technique et le transfert de technologie dans une grande majorité des pays africains. Et c'est aussi une manière de se distinguer de la Chine qui fait de l'Afrique un de ses relais prioritaires de développement international. Nous pouvons nous en distinguer par notre approche très partenariale et par l'excellence de nos filières.

Quel conseil donneriez-vous aux entreprises françaises qui se rendent à Bercy ?

Il y a énormément d'investissement 100 % français qui vont se localiser dans ces pays, il y a également énormément d'investissement, 100 % tunisiens ou marocains en France. Ce que nous ambitionnons de faire, c'est que nous puissions montrer que nous sommes capables de promouvoir des champions franco-marocains ou franco-tunisiens, tout comme nous avons su créer des champions européens.

L'intelligence artificielle va occuper une part importante des conférences. Quel est l'état de la filière en Afrique du Nord ?

Il y a quelques data centers, mais il y a surtout des incubateurs. Et il y a surtout une manière que nous avons aussi de faire travailler ensemble les universités, les grands groupes, les start-up, les centres de recherche et développement au Maroc comme en Tunisie. Et puis il y a une fibre, un profond attachement pour le numérique et l'intelligence artificielle. Je pense que les premiers vrais champions franco-marocains ou franco-tunisiens nous les aurons dans l'IA, car c'est un secteur agile.



Edition : **18 novembre 2025 P.6-7**
 Famille du média : **Agences de presse**
 Périodicité : **En continu**
 Audience : **N.C.**
 Sujet du média : **Actualités-Infos**
Générales



Journaliste : -

Nombre de mots : **355**

18/11/2025 10:05:01 GMT

La France veut renforcer ses "partenariats gagnant-gagnant" avec l'Afrique

La France veut renforcer ses "partenariats gagnant-gagnant" avec l'Afrique, a déclaré mardi le ministre délégué chargé du Commerce extérieur, Nicolas Forissier, saluant la "transformation profonde" de leur relation, en ouverture du forum économique "Ambition Africa" à Paris.

"Depuis 2017, sous l'impulsion du président de la République, nous avons engagé une transformation profonde de notre relation, et en particulier de notre relation économique", a souligné M. Forissier devant des responsables politiques et chefs d'entreprises africains réunis pendant deux jours au ministère de l'Economie, à l'initiative de Business France, organisme public qui aide les entreprises françaises à exporter.

"C'est la nature de notre partenariat qui change. Nous ne nous contentons plus de relations intergouvernementales, mais nous allons plus loin: nous impliquons la société civile, le secteur privé des entreprises", a-t-il poursuivi.

Fondée sur "la coopération" et "l'innovation", cette démarche concerne de nombreux secteurs "stratégiques", comme les énergies renouvelables, l'industrie verte, l'intelligence artificielle, la ville intelligente, la cybersécurité, l'agriculture ou l'agro-alimentaire, a énuméré le ministre.

"Cet esprit de co-construction et de partenariat gagnant-gagnant, je veux le porter avec force", a-t-il ajouté, annonçant qu'il se rendrait prochainement en Afrique du Nord, en Mauritanie et au Cap-Vert.

Selon Nicolas Forissier, les échanges commerciaux entre la France et l'Afrique ont dépassé 65 milliards d'euros en 2024, et la France est le quatrième investisseur étranger sur le continent.

"Plus que jamais, Ambition Africa a pour objectif de susciter de nouveaux courants d'affaires entre l'Afrique et la France", a déclaré Didier Boulogne, directeur général délégué export de Business France, l'agence nationale dédiée à l'accompagnement d'entreprises françaises à l'étranger.

"Notre action vise aussi à consolider les appuis forts en Afrique du Nord, de l'Ouest et centrale" et à attirer "davantage d'entreprises françaises vers l'Afrique de l'Est et l'Afrique australe, des destinations qui semblent moins naturelles pour elles, mais qui pourtant sont de véritables relais de croissance".

Pour la zone incluant l'Afrique du Nord et le Moyen-Orient, le Fonds monétaire international (FMI) prévoit une croissance économique de 3,5% en 2025 et 3,8% en 2026.

Il anticipe respectivement 4,1% et 4,4% en Afrique subsaharienne.

La France veut renforcer ses « partenariats gagnant-gagnant » avec l'Afrique

La France veut renforcer ses « partenariats gagnant-gagnant » avec l'Afrique, a déclaré mardi le ministre délégué chargé du Commerce extérieur, Nicolas Forissier, saluant la « transformation profonde » de leur relation, en ouverture du forum économique « Ambition Africa » à Paris.

« Depuis 2017, sous l'impulsion du président de la République, nous avons engagé une transformation profonde de notre relation, et en particulier de notre relation économique », a souligné M. Forissier devant des responsables politiques et chefs d'entreprises africains réunis pendant deux jours au ministère de l'Economie, à l'initiative de Business France, organisme public qui aide les entreprises françaises à exporter.

« C'est la nature de notre partenariat qui change. Nous ne nous contentons plus de relations intergouvernementales, mais nous allons plus loin: nous impliquons la société civile, le secteur privé des entreprises », a-t-il poursuivi.

Fondée sur « la coopération » et « l'innovation », cette démarche concerne de nombreux secteurs « stratégiques », comme les énergies renouvelables, l'industrie verte, l'intelligence artificielle, la ville intelligente, la cybersécurité, l'agriculture ou l'agro-alimentaire, a énuméré le ministre.

« Cet esprit de co-construction et de partenariat gagnant-gagnant, je veux le porter avec force », a-t-il ajouté, annonçant qu'il se rendrait prochainement en Afrique du Nord, en Mauritanie et au Cap-Vert.

Selon Nicolas Forissier, les échanges commerciaux entre la France et l'Afrique ont dépassé 65 milliards d'euros en 2024, et la France est le quatrième investisseur étranger sur le continent.

« Plus que jamais, Ambition Africa a pour objectif de susciter de nouveaux courants d'affaires entre l'Afrique et la France », a déclaré Didier Boulogne, directeur général délégué export de Business France, l'agence nationale dédiée à l'accompagnement d'entreprises françaises à l'étranger.

« Notre action vise aussi à consolider les appuis forts en Afrique du Nord, de l'Ouest et centrale » et à attirer « davantage d'entreprises françaises vers l'Afrique de l'Est et l'Afrique australe, des destinations qui semblent moins naturelles pour elles, mais qui pourtant sont de véritables relais de croissance ».

Pour la zone incluant l'Afrique du Nord et le Moyen-Orient, le Fonds monétaire international (FMI) prévoit une croissance économique de 3,5% en 2025 et 3,8% en 2026.

Il anticipe respectivement 4,1% et 4,4% en Afrique subsaharienne.

Commerce : la France mise sur des partenariats "gagnant-gagnant" avec l'Afrique



Selon Nicolas Forissier, ministre délégué chargé du Commerce extérieur, les échanges commerciaux entre la France et l'Afrique ont dépassé 65 milliards d'euros en 2024. (AFP / JULIEN DE ROSA)

"Cet esprit de co-construction et de partenariat gagnant-gagnant, je veux le porter avec force" a déclaré le ministre délégué chargé du Commerce extérieur, Nicolas Forissier lors du forum économique "Ambition Africa" à Bercy.

"Depuis 2017, sous l'impulsion du président de la République, nous avons engagé une transformation profonde de notre relation, et en particulier de notre relation économique", a souligné Nicolas Forissier devant des responsables politiques et chefs d'entreprises africains réunis pendant deux jours au ministère de l'Economie, à l'initiative de Business France, organisme public qui aide les entreprises françaises à exporter.

"C'est la nature de notre partenariat qui change. Nous ne nous contentons plus de relations intergouvernementales, mais nous allons plus loin: nous impliquons la société civile, le secteur privé des entreprises", a-t-il poursuivi.

Fondée sur "la coopération" et "l'innovation", cette démarche concerne de nombreux secteurs "stratégiques", comme les énergies renouvelables, l'industrie verte, l'intelligence artificielle, la ville intelligente, la cybersécurité, l'agriculture ou l'agro-alimentaire, a énuméré le ministre.

"Cet esprit de co-construction et de partenariat gagnant-gagnant, je veux le porter avec force", a-t-il ajouté, annonçant qu'il se rendrait prochainement en Afrique du Nord, en Mauritanie et au Cap-Vert.

Vers une croissance en hausse en 2026, selon le FMI

Selon Nicolas Forissier, **les échanges commerciaux entre la France et l'Afrique ont dépassé 65 milliards d'euros en 2024**, et la France est le quatrième investisseur étranger sur le continent.

"Plus que jamais, Ambition Africa a pour objectif de susciter de nouveaux courants d'affaires entre l'Afrique et la France", a déclaré Didier Boulogne, directeur général délégué export de Business France, l'agence nationale dédiée à l'accompagnement d'entreprises françaises à l'étranger.

" Notre action vise aussi à consolider les appuis forts en Afrique du Nord, de l'Ouest et centrale" et à attirer "davantage d'entreprises françaises vers l'Afrique de l'Est et l'Afrique australe, des destinations qui semblent moins naturelles pour elles, mais qui pourtant sont de véritables relais de croissance".

Pour la zone incluant l'Afrique du Nord et le Moyen-Orient, le Fonds monétaire international (FMI) prévoit **une croissance économique de 3,5% en 2025 et 3,8% en 2026**. Il anticipe respectivement 4,1% et 4,4% en Afrique subsaharienne.

Plus de 65 milliards d'euros d'échanges commerciaux avec l'Afrique: la France est le 4ème investisseur étranger sur le continent et veut aller beaucoup plus loin



Ministre délégué chargé du Commerce extérieur - MAGALI COHEN / HANS LUCAS / HANS LUCAS VIA AFP

La France veut renforcer ses "partenariats gagnant-gagnant" avec l'Afrique, a déclaré ce mardi 18 novembre le ministre délégué chargé du Commerce extérieur, Nicolas Forissier, saluant la "transformation profonde" de leur relation, en ouverture du forum économique "Ambition Africa" à Paris.

La France compte bien capitaliser sur [ses échanges commerciaux avec l'Afrique](#). Ce mardi 18 novembre, en ouverture du forum économique "Ambition Africa" à Paris, le ministre délégué chargé du Commerce extérieur, Nicolas Forissier, a salué la "transformation profonde" de leur relation et déclaré vouloir renforcer ses "partenariats gagnant-gagnant".

"Depuis 2017, sous l'impulsion du président de la République, nous avons engagé une transformation profonde de notre relation, et en particulier de notre relation économique", a souligné Nicolas Forissier devant des responsables politiques et chefs d'entreprises africains réunis pendant deux jours au ministère de l'Économie, à l'initiative de Business France, organisme public qui aide les entreprises françaises à exporter.

"C'est la nature de notre partenariat qui change. Nous ne nous contentons plus de relations intergouvernementales, mais nous allons plus loin: nous impliquons la société civile, le secteur privé des entreprises", a-t-il poursuivi.

Secteurs stratégiques

Fondée sur "la coopération" et "l'innovation", cette démarche concerne de nombreux secteurs "stratégiques", comme les énergies renouvelables, l'industrie verte, l'intelligence artificielle, la ville intelligente, la cybersécurité, l'agriculture ou l'agro-alimentaire, a énuméré le ministre.

"Cet esprit de co-construction et de partenariat gagnant-gagnant, je veux le porter avec force", a-t-il ajouté, annonçant qu'il se rendrait prochainement en Afrique du Nord, en Mauritanie et au Cap-Vert.

Selon Nicolas Forissier, les échanges commerciaux entre la France et l'Afrique ont dépassé 65 milliards d'euros en 2024, et la France est le quatrième investisseur étranger sur le continent.

"Plus que jamais, Ambition Africa a pour objectif de susciter de nouveaux courants d'affaires entre l'Afrique et la France", a déclaré Didier Boulogne, directeur général délégué export de Business France, l'agence nationale dédiée à l'accompagnement d'entreprises françaises à l'étranger.

"Notre action vise aussi à consolider les appuis forts en Afrique du Nord, de l'Ouest et centrale" et à attirer "davantage d'entreprises françaises vers l'Afrique de l'Est et l'Afrique australe, des destinations qui semblent moins naturelles pour elles, mais qui pourtant sont de véritables relais de croissance".

Pour la zone incluant l'Afrique du Nord et le Moyen-Orient, le Fonds monétaire international (FMI) prévoit une croissance économique de 3,5% en 2025 et 3,8% en 2026. Il anticipe respectivement 4,1% et 4,4% en Afrique subsaharienne.



Edition : 18 novembre 2025 P.5-6
Famille du média : Agences de presse
Périodicité : En continu
Audience : N.C.
Sujet du média : Actualités-Infos
Générales



Journaliste : mpa/hrc/LyS

Nombre de mots : 506

18/11/2025 14:45:36 GMT

La France veut renforcer ses "partenariats gagnant-gagnant" avec l'Afrique

La France veut renforcer ses "partenariats gagnant-gagnant" avec l'Afrique, a déclaré mardi le ministre délégué chargé du Commerce extérieur, Nicolas Forissier, y voyant une manière pour Paris de s'affirmer face à la Chine, lors du forum économique "Ambition Africa" à Paris.

"Depuis 2017, sous l'impulsion du président de la République, nous avons engagé une transformation profonde de notre relation, et en particulier de notre relation économique" avec l'Afrique, a souligné M. Forissier devant des responsables politiques et chefs d'entreprises africains réunis pendant deux jours au ministère de l'Economie, à l'initiative de Business France, organisme public qui aide les entreprises françaises à exporter.

"C'est la nature de notre partenariat qui change. Nous ne nous contentons plus de relations intergouvernementales, mais nous allons plus loin: nous impliquons la société civile, le secteur privé des entreprises", a-t-il poursuivi.

La démarche concerne des secteurs tels que comme les technologies, les énergies renouvelables, l'industrie verte, l'intelligence artificielle, la ville intelligente, la cybersécurité, l'agriculture ou l'agro-alimentaire, a énuméré le ministre, annonçant qu'il se rendrait prochainement en Afrique du Nord, en Mauritanie et au Cap-Vert.

Selon Nicolas Forissier, les échanges commerciaux entre la France et l'Afrique ont dépassé 65 milliards d'euros en 2024, et la France est le quatrième investisseur étranger sur le continent (51 milliards). "Nous devons et nous pouvons faire beaucoup mieux", a-t-il estimé.

Pour la zone incluant l'Afrique du Nord et le Moyen-Orient, le Fonds monétaire international (FMI) prévoit une croissance économique de 3,5% en 2025 et 3,8% en 2026. Il anticipe respectivement 4,1% et 4,4% en Afrique subsaharienne.

Nouer "des partenariats durables" constitue une réponse à la forte présence chinoise en Afrique, a souligné le ministre devant des journalistes, plaidant "la fermeté sur nos règles commerciales" envers Pékin.

"Il faut qu'on soit opiniâtre parce qu'on ne va pas réussir du jour au lendemain", a-t-il dit.

Pour Marc Cagnard, directeur Afrique subsaharienne de Business France interrogé par l'AFP, ces "partenariats équilibrés" peuvent distinguer les entreprises françaises face au "rouleau compresseur" de la Chine, qui soumet "des offres hyper performantes en termes de prix, complètement intégrées" mais "sans forcément faire contribuer les collaborateurs locaux".

"Si on veut maintenir nos positions et même les accroître, il faut passer par des alliances stratégiques dans quasiment tous les secteurs", a abondé Philippe Garcia, directeur Afrique du Nord.

Alors que les entreprises françaises sont déjà bien représentées en Afrique de l'Ouest, du Nord et centrale, Business France souhaite les encourager à conquérir des marchés en Afrique de l'Est et australe, "des destinations qui semblent moins naturelles pour elles, mais qui pourtant sont de véritables relais de croissance", selon Didier Boulogne, directeur général délégué export de Business France.

Concernant la plainte d'une ONG visant le géant français TotalEnergies pour "complicité de crimes de guerre" au Mozambique, le ministre délégué au Commerce extérieur a estimé qu'"il y aurait toujours des accidents ou des incidents de parcours".

Mais "je ne pense pas que ce soit ces difficultés-là qui puissent porter ombrage" à la relation franco-africaine.

mpa/hrc/LyS



18/11/2025 14:45:33 GMT

La France veut renforcer ses "partenariats gagnant-gagnant" avec l'Afrique

La France veut renforcer ses "partenariats gagnant-gagnant" avec l'Afrique, a déclaré mardi le ministre délégué chargé du Commerce extérieur, Nicolas Forissier, y voyant une manière pour Paris de s'affirmer face à la Chine, lors du forum économique "Ambition Africa" à Paris.

"Depuis 2017, sous l'impulsion du président de la République, nous avons engagé une transformation profonde de notre relation, et en particulier de notre relation économique" avec l'Afrique, a souligné M. Forissier devant des responsables politiques et chefs d'entreprises africains réunis pendant deux jours au ministère de l'Economie, à l'initiative de Business France, organisme public qui aide les entreprises françaises à exporter.

"C'est la nature de notre partenariat qui change. Nous ne nous contentons plus de relations intergouvernementales, mais nous allons plus loin: nous impliquons la société civile, le secteur privé des entreprises", a-t-il poursuivi.

La démarche concerne des secteurs tels que comme les technologies, les énergies renouvelables, l'industrie verte, l'intelligence artificielle, la ville intelligente, la cybersécurité, l'agriculture ou l'agro-alimentaire, a énuméré le ministre, annonçant qu'il se rendrait prochainement en Afrique du Nord, en Mauritanie et au Cap-Vert.

Selon Nicolas Forissier, les échanges commerciaux entre la France et l'Afrique ont dépassé 65 milliards d'euros en 2024, et la France est le quatrième investisseur étranger sur le continent (51 milliards). "Nous devons et nous pouvons faire beaucoup mieux", a-t-il estimé.

Pour la zone incluant l'Afrique du Nord et le Moyen-Orient, le Fonds monétaire international (FMI) prévoit une croissance économique de 3,5% en 2025 et 3,8% en 2026. Il anticipe respectivement 4,1% et 4,4% en Afrique subsaharienne.

Nouer "des partenariats durables" constitue une réponse à la forte présence chinoise en Afrique, a souligné le ministre devant des journalistes, plaçant "la fermeté sur nos règles commerciales" envers Pékin.

"Il faut qu'on soit opiniâtre parce qu'on ne va pas réussir du jour au lendemain", a-t-il dit.

Pour Marc Cagnard, directeur Afrique subsaharienne de Business France interrogé par l'AFP, ces "partenariats équilibrés" peuvent distinguer les entreprises françaises face au "rouleau compresseur" de la Chine, qui soumet "des offres hyper performantes en termes de prix, complètement intégrées" mais "sans forcément faire contribuer les collaborateurs locaux".

"Si on veut maintenir nos positions et même les accroître, il faut passer par des alliances stratégiques dans quasiment tous les secteurs", a abondé Philippe Garcia, directeur Afrique du Nord.

Alors que les entreprises françaises sont déjà bien représentées en Afrique de l'Ouest, du Nord et centrale, Business France souhaite les encourager à conquérir des marchés en Afrique de l'Est et australe, "des destinations qui semblent moins naturelles pour elles, mais qui pourtant sont de véritables relais de croissance", selon Didier Boulogne, directeur général délégué export de Business France.

Concernant la plainte d'une ONG visant le géant français TotalEnergies pour "complicité de crimes de guerre" au Mozambique, le ministre délégué au Commerce extérieur a estimé qu'"il y aurait toujours des accidents ou des incidents de parcours".

Mais "je ne pense pas que ce soit ces difficultés-là qui puissent porter ombrage" à la relation franco-africaine.

mpa/hrc/LyS

Edition : 19 novembre 2025 P.12-13

Famille du média : Médias

professionnels

Périodicité : Quotidienne

Audience : 3000

Sujet du média : Economie - Services



Journaliste : -

Nombre de mots : 924

Paris et Berlin en fer de lance de la souveraineté numérique européenne

Le président de la République Emmanuel MACRON et le chancelier allemand Friedrich MERZ ont clos hier à Berlin un sommet pour la souveraineté numérique destiné à replacer l'Europe dans la course à l'IA, auquel participaient 900 personnes, responsables politiques et acteurs de la tech. Face à l'ampleur de la révolution technologique en cours, le continent entier est appelé à reprendre la main sur son destin numérique, quand aujourd'hui il est contraint de compter sur les Américains Nvidia, Google, Amazon et autre OpenAI.

"Soyons clairs, l'Europe ne veut pas être le client des grands entrepreneurs ou des grandes solutions proposées, que ce soit par les Etats-Unis ou par la Chine. Nous voulons clairement concevoir nos propres solutions", a énoncé M. MACRON, martelant un "refus d'être un vassal". Il a pointé une "fascination pour les solutions non européennes", qui doit être contrée par la mise en place d'une "préférence européenne", la "première priorité" afin de permettre l'essor des "champions" continentaux de la tech.

"Nous travaillons ensemble vers un objectif commun : la souveraineté numérique européenne", qui a un coût moindre que la dépendance, a abondé M. MERZ, soulignant que les entreprises européennes ont fait plus de 12 milliards d'euros de promesses d'investissements lors du sommet. Un montant non-négligeable en Europe mais loin de la force de frappe des acteurs américains, et loin des "centaines de milliards d'euros chaque année (nécessaires) pour rester dans la course" évoqués par le ministre de l'Economie, des Finances et de la Souveraineté industrielle, énergétique et numérique Roland LESCURE. Un effort qui doit être européen, pour que les "euros ne

deviennent pas des dollars" et que les données européennes le restent. Car l'Europe ne peut "appeler à la souveraineté numérique (...) tout en laissant la porte ouverte à la big tech pour accéder au coeur même de nos données financières", a-t-il complété. L'Europe, qui a déjà "le marché, le talent, l'ambition", doit "atteindre une (autre) échelle en matière d'investissement, d'innovation et d'adoption", a renchéri le ministre allemand du Numérique Karsten WILDBERGER.

Le chancelier allemand a avancé une autre condition, soutenue par M. MACRON : "simplifier radicalement nos pratiques réglementaires" accusées de freiner l'innovation, ce que la Commission européenne doit proposer dès aujourd'hui dans son texte "omnibus". Berlin et Paris ont notamment appelé à une pause de 12 mois pour certaines dispositions de l'IA Act et à une amélioration du Règlement général sur la protection des données (RGPD).

M. MACRON attendu à Arras sur la démocratie à l'épreuve des réseaux sociaux et de l'IA

De retour en France, le chef de l'Etat présidera aujourd'hui le Conseil des ministres avant de se rendre à Arras, nouvelle étape de son tour de France dédié à la défense de la démocratie face aux réseaux sociaux et à l'IA. Il participera à un nouveau débat, alors que le groupe EPR de l'Assemblée nationale a déposé hier une proposition de loi visant à protéger les mineurs des risques auxquels les expose l'utilisation des réseaux sociaux, reprenant les pistes déjà avancées par le chef de l'Etat. Le texte propose ainsi l'interdiction des réseaux sociaux aux moins de quinze ans, la suspension des comptes des plus jeunes qui seraient déjà sur ces plateformes, l'instauration d'un "couvre-feu numérique" (entre 22h et 8h) pour les 15-18 ans, l'extension aux lycées de l'interdiction de l'utilisation des téléphones portables, l'apposition de la mention "déconseillé aux mineurs de moins de 13 ans" sur les emballages des smartphones et autres terminaux connectés à internet, la création d'un "délit de négligence numérique". Signé par 121 députés (EPR, MoDem, Horizons, LR, PS, GDR et LIOT), il pourrait trouver sa place dans une semaine de l'Assemblée dès le début de l'année 2026.

Tournée en Afrique, avant un voyage en Chine

Dès demain, M. MACRON renouera avec la scène internationale avec une tournée qui le mènera dans quatre pays (Maurice, Afrique du Sud, Gabon, Angola) en cinq jours. A chaque étape, il entend concrétiser une relation renouvelée avec l'Afrique, à rebours de l'héritage de la France coloniale (la "Françafrique"), qu'il avait esquissée lors de son discours de Ouagadougou en 2017. Soit une approche moins militaire, plus tournée vers la jeunesse, le travail mémoriel, avec de nouveaux partenariats hors du pré carré francophone. Et à chaque déplacement une "forte composante économique", relève l'Elysée. Une manière aussi de tourner la page après un échec cuisant au Sahel, d'où l'armée a été poussée dehors, du Mali au Tchad, à l'heure où le continent est courtisé par d'autres puissances.

"Depuis 2017, sous l'impulsion du président de la République, nous avons engagé une transformation profonde de notre relation, et en particulier de notre relation économique" avec l'Afrique, a souligné hier le ministre délégué chargé du Commerce extérieur Nicolas FORISSIER lors du forum économique "Ambition Africa" organisé par Business France. "C'est la nature de notre partenariat qui change. Nous ne nous contentons plus de relations intergouvernementales, mais nous allons plus loin : nous impliquons la société civile, le secteur privé des entreprises", a-t-il poursuivi. Les échanges commerciaux entre la France et l'Afrique ont dépassé 65 milliards d'euros en 2024, et la France est le quatrième investisseur étranger sur le continent (51 milliards). "Nous devons et nous pouvons faire beaucoup mieux", a-t-il estimé. Nouer des "partenariats gagnant-gagnant", "des partenariats durables" constitue une réponse à la forte présence chinoise en Afrique, a ajouté M. FORISSIER, qui se rendra prochainement en Afrique du Nord, en Mauritanie et au Cap-Vert. A noter que le chef de l'Etat doit, lui, aller en Chine du 3 au 5 décembre.



EVENEMENTS ET PERSPECTIVES

Paris et Berlin en fer de lance de la souveraineté numérique européenne

Le président de la République Emmanuel MACRON et le chancelier allemand Friedrich MERZ ont clos hier à Berlin un sommet pour la souveraineté numérique destiné à replacer l'Europe dans la course à l'IA, auquel participaient 900 personnes, responsables politiques et acteurs de la tech. Face à l'ampleur de la révolution technologique en cours, le continent entier est appelé à reprendre la main sur son destin numérique, quand aujourd'hui il est contraint de compter sur les Américains Nvidia, Google, Amazon et autre OpenAI.

"Soyons clairs, l'Europe ne veut pas être le client des grands entrepreneurs ou des grandes solutions proposées, que ce soit par les Etats-Unis ou par la Chine. Nous voulons clairement concevoir nos propres solutions", a énoncé M. MACRON, martelant un "refus d'être un vassal". Il a pointé une "fascination pour les solutions non européennes", qui doit être contrée par la mise en place d'une "préférence européenne", la "première priorité" afin de permettre l'essor des "champions" continentaux de la tech.

"Nous travaillons ensemble vers un objectif commun : la souveraineté numérique européenne", qui a un coût moindre que la dépendance, a abondé M. MERZ, soulignant que les entreprises européennes ont fait plus de 12 milliards d'euros de promesses d'investissements lors du sommet. Un montant non-négligeable en Europe mais loin de la force de frappe des acteurs américains, et loin des "centaines de milliards d'euros chaque année (nécessaires) pour rester dans la course" évoqués par le ministre de l'Economie, des Finances et de la Souveraineté industrielle, énergétique et numérique Roland LESCURE. Un effort qui doit être européen, pour que les "euros ne deviennent pas des dollars" et que les données européennes le restent. Car l'Europe ne peut "appeler à la souveraineté numérique (...) tout en laissant la porte ouverte à la big tech pour accéder au coeur même de nos données financières", a-t-il complété. L'Europe, qui a déjà "le marché, le talent, l'ambition", doit "atteindre une (autre) échelle en matière d'investissement, d'innovation et d'adoption", a renchéri le ministre allemand du Numérique Karsten WILDBERGER.

Le chancelier allemand a avancé une autre condition, soutenue par M. MACRON : "simplifier radicalement nos pratiques réglementaires" accusées de freiner l'innovation, ce que la Commission européenne doit proposer dès aujourd'hui dans son texte "omnibus". Berlin et Paris ont notamment appelé à une pause de 12 mois pour certaines dispositions de l'IA Act et à une amélioration du Règlement général sur la protection des données (RGPD).

La Commission européenne s'interroge sur l'application du DMA aux acteurs du cloud

Alors qu'un des autres enjeux des discussions à Berlin concernait l'effort à faire pour créer des capacités européennes dans l'informatique à distance ("cloud computing"), la vice-présidente de la Commission européenne chargée du Numérique Henna VIRKKUNEN a annoncé l'ouverture de deux enquêtes visant à établir si Amazon Web Services et Microsoft Azure doivent être soumis aux obligations du règlement européen sur les marchés numériques (DMA). C'est-à-dire si les deux plus gros opérateurs mondiaux du cloud qui, selon le cabinet Synergy Research Group, détenaient au deuxième trimestre 2025, respectivement 30 % et 20 % des parts du marché, peuvent se voir reprocher un abus de position dominante et infliger des amendes pouvant aller jusqu'à 10 % du chiffre d'affaires mondial de l'entreprise en cas d'infraction, et même 20 % en cas de récidive.

La Commission a justifié l'exclusion de Google Cloud du champ de ses investigations en invoquant sa part de marché réduite en Europe (13 % au niveau mondial, toujours selon le cabinet Synergy Research Group). A noter que le groupe de Mountain View a commencé hier le déploiement de la dernière version de son outil d'IA, Gemini 3, avec l'objectif affirmé de prendre la tête de la course à cette technologie dont le potentiel fait rêver le secteur. Plus tôt, le dirigeant d'Alphabet, maison mère de Google, Sundar PICHAI a reconnu sur la BBC toutes les entreprises seraient lourdement affectées si la bulle de l'IA venait à éclater et lancé une mise en garde contre les besoins énergétiques "immenses" de l'IA, qui ont représenté 1,5 % de la consommation mondiale d'électricité en 2024, selon l'Agence internationale de l'énergie.

Au-delà, la Commission européenne a ouvert une troisième enquête pour voir si les règles du DMA suffiraient à réguler efficacement les acteurs du cloud, ou s'il est nécessaire de les adapter pour tenir compte des spécificités du secteur.

M. MACRON attendu à Arras sur la démocratie à l'épreuve des réseaux sociaux et de l'IA

De retour en France, le chef de l'Etat présidera aujourd'hui le Conseil des ministres avant de se rendre à Arras, nouvelle étape de son tour de France dédié à la défense de la démocratie face aux réseaux sociaux et à l'IA. Il participera à un nouveau débat, alors que le groupe EPR de l'Assemblée nationale a déposé hier une proposition de loi visant à protéger les mineurs des risques auxquels les expose l'utilisation des réseaux sociaux, reprenant les pistes déjà avancées par le chef de l'Etat. Le texte propose ainsi l'interdiction des réseaux sociaux aux moins de quinze ans, la suspension des comptes des plus jeunes qui seraient déjà sur ces plateformes, l'instauration d'un "couvre-feu numérique" (entre 22h et 8h) pour les 15-18 ans, l'extension aux lycées de l'interdiction de l'utilisation des téléphones portables, l'apposition de la mention "déconseillé aux mineurs de moins de 13 ans" sur les emballages des smartphones et autres terminaux connectés à internet, la création d'un "délit de négligence numérique". Signé par 121 députés (EPR, MoDem, Horizons, LR, PS, GDR et LIOT), il pourrait trouver sa place dans une semaine de l'Assemblée dès le début de l'année 2026.

Tournée en Afrique, avant un voyage en Chine

Dès demain, M. MACRON renouera avec la scène internationale avec une tournée qui le mènera dans quatre pays (Maurice, Afrique du Sud, Gabon, Angola) en cinq jours. A chaque étape, il entend concrétiser une relation renouvelée avec l'Afrique, à rebours de l'héritage de la France coloniale (la "Françafrique"), qu'il avait esquissée lors de son discours de Ouagadougou en 2017. Soit une approche moins militaire, plus tournée vers la jeunesse, le travail mémoriel, avec de nouveaux partenariats hors du pré carré francophone. Et à chaque déplacement une "forte composante économique", relève l'Elysée. Une manière aussi de tourner la page après un échec cuisant au Sahel, d'où l'armée a été poussée dehors, du Mali au Tchad, à l'heure où le continent est courtisé par d'autres puissances.

"Depuis 2017, sous l'impulsion du président de la République, nous avons engagé une transformation profonde de notre relation, et en particulier de notre relation économique" avec l'Afrique, a souligné hier le ministre délégué chargé du Commerce extérieur Nicolas FORISSIER lors du forum économique "Ambition Africa" organisé par Business France. "C'est la nature de notre partenariat qui change. Nous ne nous contentons plus de relations intergouvernementales, mais nous allons plus loin : nous impliquons la société civile, le secteur privé des entreprises", a-t-il poursuivi. Les échanges commerciaux entre la France et l'Afrique ont dépassé 65 milliards d'euros en 2024, et la France est le quatrième investisseur étranger sur le continent (51 milliards). "Nous devons et nous pouvons faire beaucoup mieux", a-t-il estimé. Nouer des "partenariats gagnant-gagnant", "des partenariats durables" constitue une réponse à la forte présence chinoise en Afrique, a ajouté M. FORISSIER, qui se rendra prochainement en Afrique du Nord, en Mauritanie et au Cap-Vert. A noter que le chef de l'Etat doit, lui, aller en Chine du 3 au 5 décembre.

Afrique - France : Le forum Ambition Africa fait le plein et prône un renouveau des relations économiques



Nicolas Forssier, ministre délégué en charge du Commerce extérieur © Sophie Creusillet

Le forum Ambition Africa, qui se tient les 18 et 19 novembre au ministère de l'Economie, réunit comme chaque année entreprises et responsables politiques français et africains. L'occasion de réaffirmer une volonté de coconstruire des projets entrepreneuriaux et de présenter les prochains grands rendez-vous d'affaires à venir sur le continent.

Plus une place dans la salle de conférence pour la plénière... Signe de l'appétence des entreprises tricolores pour les projets sur le continent, l'édition 2025 d'Ambition Africa fait salle comble. L'événement, organisé par Business France, attend en effet 1 900 participants, soit 400 de plus que l'an dernier, dont 1 100 venus de 40 pays africains, et pas moins de 1 400 rendez-vous d'affaires. Energie, infrastructures routières, santé, logistique, innovation, agroalimentaire ou encore gestion de l'eau, les entreprises ont une nouvelle fois répondu présentes.

« Comme chaque année, le Cameroun, le Sénégal et la Côte d'Ivoire sont très représentés, note **Marc Cagnard**, directeur de la zone subsaharienne à Business France. Nous avons également, et c'est nouveau, d'importantes délégations venant d'Angola, de la République démocratique du Congo, mais aussi de Madagascar, de la Réunion et de Mayotte. »

A noter également, une importante délégation libyenne a fait le déplacement cette année.

Cap sur les pays anglophones et lusophones

Business France doit d'ailleurs signer pendant le forum deux accords préliminaires avec des organismes libyens, dont la zone franche de Mistrata et l'Agence nationale de développement (*National Development Agency*) . Elle signera également un accord préliminaire avec l'Anapi , son équivalent en République démocratique du Congo en vue de l'accompagner dans son développement. Des discussions sont également en cours avec l'Apex en Angola.

Le ministre délégué en charge du Commerce extérieur, Nicolas Forissier , qui a officiellement ouvert cet événement, en a profité pour préciser les priorités françaises, à savoir « *opérer une transformation des relations économiques reposant sur deux piliers, l'innovation et la coopération* » et « *se tourner davantage vers les pays anglophones et lusophones* » . « *La nature de notre partenariat change : il ne s'agit plus uniquement de relations entre gouvernements, elles incluent désormais les sociétés civiles, notamment les femmes et les jeunes, ainsi que les entreprises* » , a-t-il ajouté.

60 missions de prospections en 2026

Enfin, la Team France Export, qui accompagne chaque année quelque 3 000 PME sur le continent, met l'accent sur les secteurs des énergies renouvelables (ENR), des industries vertes , de l' IA , de la cybersécurité , des villes intelligentes et de l' agroalimentaire .

Pour permettre aux entreprises françaises de découvrir les opportunités des marchés africains, Business France organise l'an prochain 60 missions collectives de prospection dans 25 pays a rappelé Didier Boulogne , son directeur de l'Export.

Autre moment phare des relations franco-africaines, le prochain sommet Afrique-France, rebaptisé Africa Forward , se tiendra les 11 et 12 mai 2026 pour la première fois dans un pays anglophone, à Nairobi, au Kenya. En France, les PME s'intéressant au marché ivoirien pourront participer le 26 mars prochain au forum d'affaires que lui consacra Business France.

La concurrence s'intensifie

En outre, Emmanuel Macron s'envolera pour l'Ile Maurice et le G20 de Johannesburg en fin de semaine, tandis que Nicolas Forissier doit se rendre en Mauritanie et au Cap-Vert la semaine prochaine, accompagné d'une délégation d'entreprises. Pour sa part, Eléonore Caroit , ministre déléguée à la Francophonie, aux partenariats internationaux et aux Français de l'étranger, part le 18 au soir pour Kigali, au Rwanda, pour assister au Sommet de la francophonie.

Bref, le message de ce forum est clair : la France, loin de se détourner du continent, entend y développer sa présence . « *Qu'il s'agisse d'export, du nombre d'entreprises actives, de filiales ou d'investissements directs étrangers, nous sommes en croissance en Afrique* », souligne Marc Cagnard. **La concurrence y est de plus en plus importante** , de la part de la Chine bien sûr, mais aussi d'autres exportateurs européens comme l'Italie, la Belgique, l'Allemagne et le Royaume-Uni, mais aussi, et c'est nouveau, de la Turquie et de l'Inde. »

Sophie Creusillet

www.webmanagercenter.com[Visualiser l'article](#)

Forum Ambition Africa 2025 : le dynamisme tunisien mis en lumière

Plusieurs entreprises et startups tunisiennes des secteurs des TICs et de l'industrie ont activement participé au forum économique « Ambition Africa 2025 », qui s'est tenu à Paris les 18 et 19 novembre. Cette participation a mis en lumière le dynamisme de l'entrepreneuriat tunisien, comme l'a indiqué l'ambassade de Tunisie à Paris sur sa page Facebook.

Organisé par Business France, cet événement a rassemblé des opérateurs publics et privés africains et français. L'Ambassade et le bureau FIPA-France/FIPA-Tunisia étaient présents à cette manifestation.

L'objectif de ce forum était d'engager des discussions ciblées, d'explorer de nouvelles opportunités d'investissement et de favoriser l'émergence de projets porteurs dans des secteurs clés. Les discussions ont souligné l'importance d'une coopération fondée sur la complémentarité, l'innovation et la création de valeur partagée.

•

Ambition Africa 2025 : à Bercy, la France cherche un partenariat gagnant-gagnant avec l'Afrique

Le forum Ambition Africa 2025, à Bercy a réuni plus de 1 900 personnes. En la présence de plusieurs ministres, c'était également l'occasion pour la France d'afficher ses nouveaux objectifs de partenariats économiques : codéveloppement ouverture aux marchés anglophones et lusophones.



Emmanuel Macron a reçu Bassirou Diomaye Faye au palais de l'Élysée le 27 août 2025.

Julien Mattia / Le Pictorium - Le Pictorium via Reuters Connect - Bassirou Diomaye Faye, Emmanuel Macron - Julien Mattia / Le Pictorium

C'est « *LE grand rendez-vous d'affaire entre l'Afrique et la France* », s'enthousiasme Marc Cagnard, directeur de la zone Afrique subsaharienne de Business France. L'agence gouvernementale organisait ce mardi et mercredi la 7e édition de son Salon Ambition Africa 2025 au sein du ministère de l'Économie et des Finances. 1 900 participants étaient présents au centre Pierre-Mendès-France de Bercy, dont 1 100 personnalités africaines. Outre les conférences et allocutions, la totalité des créneaux proposés pour des rendez-vous « B2B » entre entreprises françaises et africaines ont été réservés, soit pas moins de 1 400 entretiens.

Malgré la hausse post-Covid, les exportations françaises en Afrique n'ont pas retrouvé leur niveau d'avant 2014. Cela n'empêche pas Paris d'être le quatrième pays investisseur sur le continent. Le forum à Bercy témoigne donc de la « *force des relations entre la France et l'Afrique* », a souligné le ministre délégué chargé du Commerce extérieur et de l'Attractivité, Nicolas Forissier. Cependant, comme [le rappelait déjà le nouveau directeur de la](#)

[zone Afrique du Nord de Business France](#) dans les colonnes de *La Tribune*, la France souhaite aller plus loin.

« Dans le monde tourmenté du commerce international que nous connaissons aujourd'hui, il est plus que jamais nécessaire de soutenir les partenariats gagnants-gagnants entre les pays d'Afrique et l'Union européenne », a insisté le ministre.

De nouveaux modèles de partenariats

« *Gagnant-gagnant* » : c'est le mot d'ordre de Paris. Car, si sur le plan politique, l'hexagone a été confrontée à la montée d'un sentiment antifrçais dans de nombreux pays d'Afrique, sur le plan économique d'autres tendance s'ajoutent et viennent challenger Paris. D'abord, la montée en puissance d'acteurs étrangers (Chine, Inde, Turquie, pays du golfe et pays européens notamment) oppose la France à toujours plus de concurrence pour certains marchés. Les Jeux olympiques de la jeunesse 2026 à Dakar (Sénégal) en sont les premiers témoins : Vinci y a décroché l'important contrat de construction de la piscine olympique, tandis que le stade Léopold Sédar Senghor sera entièrement rénové par une entreprise publique chinoise de construction.

Autre défi pour Paris : l'émergence d'un fort souverainisme économique. Déjà, fin septembre, au cours d'un forum d'affaires au Sénat, des personnalités sénégalaises étaient venues présenter aux entreprises françaises le nouveau modèle de « business », privilégié par Dakar depuis l'élection du président souverainiste Bassirou Diomaye Faye. « *Il ne s'agit pas de dire venez uniquement investir au Sénégal, mais de dire venez comprendre le Sénégal* », avait alors expliqué la PDG de Global Mind Consulting, Seynabou Dia Sall, dans le Palais-Bourbon.

Dans ce contexte, la France mise donc sur des partenariats nouveaux, « *gagnants-gagnants* », en espérant à la fois pouvoir répondre à la demande africaine et se distinguer de ses concurrents. Quant à savoir quel modèle économique mettre en avant pour ces nouveaux partenariats, le ministre délégué chargé du commerce extérieur et de l'attractivité, Nicolas Forissier, botte en touche : « *je ne privilégie pas de modèle. (...) Il y a toute sorte d'hypothèses, il faut faire confiance à la capacité d'initiative* ».

« On ne peut pas se limiter à l'Afrique francophone »

Marc Cagnard

Dans les différentes hypothèses considérées, la production locale constitue une constante. « *Le contenu local est de plus en plus un sujet (...). Être identifié comme une entreprise locale, vous ouvre davantage de marchés locaux* », analyse Marc Cagnard de Business France. La co-industrialisation est en marche, et l'Union africaine développe parallèlement un label « made in Africa » pour des produits conçus majoritairement sur le continent.

« *La France exporte déjà de moins en moins de produits finis vers l'Afrique, et a contrario de plus en plus d'intrants et produits semi-finis* », détaille Philippe Garcia, directeur de la zone Afrique du Nord de Business France.

Commerce avec les pays anglophones et lusophones

Autre objectif pour la France : développer le commerce avec des régions d'Afrique moins exposées. Les pays

anglophones et lusophones sont ainsi scrutés d'un nouvel oeil par Paris, « *on ne peut pas se limiter à l'Afrique francophone* », martèle Marc Cagnard. À Bercy, l'Angola, avait ainsi une importante délégation cette semaine. Prochainement, c'est un autre forum qui occupera les promoteurs du business : pour la première fois, un sommet Afrique-France se tiendra dans un pays anglophone, en l'occurrence au Kenya les 11 et 12 mai prochain. Baptisé « *Africa Forward : partenariats entre l'Afrique et la France pour l'innovation et la croissance* », l'événement « *s'inscrit dans le renouvellement des relations entre la France et les pays africains, fondés sur des partenariats mutuellement avantageux* », d'après sa présentation.

Selon Éléonore Caroit, ministre déléguée chargée de la francophonie, des partenariats internationaux et des Français de l'étranger, « *le choix ne s'est pas fait parce que c'était un pays anglophone. C'est important de dire que la francophonie n'est pas l'opposition à l'anglais* ». Pour autant, les entreprises françaises souffrent encore de certains freins à leur implantation dans ces pays. Des freins avant tout « *culturels : la langue, la pratique des affaires à l'anglo-saxonne qui peut leur faire un peu peur* », d'après Marc Cagnard.

Marchés, en bref : Afrique, Ukraine, Emirats arabes unis, Turquie, services informatiques



© istock

Afrique : Lors de son discours d'ouverture du [forum d'affaires Ambition Africa](#), qui s'est tenu au ministère de l'Economie les 18 et 19 novembre, le ministre délégué au Commerce extérieur Nicolas [Forissier](#) a évoqué des « *partenariats gagnant-gagnant* » entre la France et les pays africains, reposant sur « *la coopération et l'innovation* ». Il a également rappelé que « *les échanges entre la France et l'Afrique ont atteint 65 milliards d'euros en 2024* » et que « *avec un stock d'IDE de 51 milliards d'euros et 4 300 filiales, la France est le quatrième investisseur en Afrique* ».

Ukraine : Lors de sa dernière visite à Paris, Volodymyr Zelensky a signé avec Emmanuel Macron une déclaration d'intention en vue de l'achat de **cent Rafale**. Sont également inclus les armements associés, huit systèmes de défense aérienne SAMP-T de nouvelle génération (en cours de développement), quatre systèmes de radars ainsi que des drones. **Dassault Aviation**, constructeur de cet avion de combat, a salué cet accord préliminaire dans un communiqué de trois lignes remerciant « *la confiance qu'ils ont placée dans les capacités opérationnelles de cet appareil* ». Cette décision a bien évidemment provoqué l'ire de Moscou. La télévision d'Etat a ainsi qualifié ce projet de « *plan napoléonien* », c'est-à-dire irréalisable.

Emirats arabes uni : Dubaï a enregistré au premier semestre une croissance de son PIB de 4,4 % en glissement annuel, grâce à l'expansion des secteurs non-pétroliers, en particulier le commerce de gros et de détail, soutenu par l'activité touristique, selon Oxford Economics qui prévoit **une croissance de 4,9 % cette année** pour l'ensemble des Emirats arabes unis, tirée par le commerce et le tourisme, mais également les services financiers.

Turquie : La production industrielle a augmenté de 2,9 % en glissement annuel en septembre, grâce à une accélération de la production manufacturière, bien que l'activité globale ait reculé de 2,2 % en glissement mensuel. **Les ventes au détail** ont affiché une croissance de 14,3 % en glissement annuel et le pays a également enregistré un excédent courant pour le troisième mois consécutif en septembre. Oxford Economics anticipe une augmentation du déficit courant d'ici la fin de l'année, mais dans une proportion limitée, **les droits de douane américains** n'ayant qu'un impact limité sur l'économie turque.

Services informatiques : La Commission européenne a ouvert trois enquêtes de marché sur les services d'informatique en nuage au titre de la législation sur les marchés numériques. Deux études de marché évalueront si **Amazon** et **Microsoft** devraient être désignées comme contrôleurs d'accès pour leurs services d'informatique en nuage, **Amazon Web Services** et **Microsoft Azure**, dans le cadre du règlement sur les marchés numériques, c'est-à-dire si elles agissent en tant que passerelles importantes entre les entreprises et les consommateurs, bien qu'elles n'atteignent pas les seuils du contrôleur d'accès du règlement sur les marchés numériques en ce qui concerne la taille, le nombre d'utilisateurs et la position sur le marché. La troisième enquête sur le marché évaluera si le règlement sur les marchés numériques peut lutter efficacement contre les pratiques susceptibles de limiter la compétitivité et l'équité dans le secteur de l'informatique en nuage dans l'UE. La Commission entend conclure les enquêtes de marché dans un délai de 12 mois.

VII e Ambition Africa par Business France / Marie-Laure Akin-Olugbade, VP de la BAD : « À condition d'investir, l'Afrique peut devenir le moteur de la croissance mondiale »



Marie-Laure Akin-Olugbade, Vice-Présidente principale de la Banque africaine de développement (BAD). Photo © DD/APP - CLIQUER SUR L'IMAGE POUR L'AGRANDIR.

Comme chaque année, Business France a organisé sur deux jours à Paris-Bercy, les 18 et 19 novembre 2025, le Forum Ambition Africa, qui a rassemblé la communauté des entrepreneurs impliqués dans le développement de la relation d'affaires entre la France et l'Afrique. Un beau succès intercontinental, car sur les 1900 inscrits, 1200 sont venus d'Afrique...

Placé sous l'égide du Ministère de l'Economie, des Finances et de la souveraineté Industrielle et Numérique, ainsi que du Ministère de l'Europe et des Affaires Étrangères, cet événement business exceptionnel a permis aux 1900 inscrits, dont 1200 participants venus d'Afrique, d'échanger entre eux et également avec les différentes personnalités et représentants des institutions présentes ou représentées.

Aussi, à l'occasion du Forum Ambition Africa 2025, ont été signés divers accords importants, dont celui entre Aïssatou Mbodji, Déléguée Générale de la Direction de l'Entrepreneuriat Rapide des Femmes et des Jeunes du Sénégal, et Vincent Di Betta, Directeur du Conseil International et Assistance technique de Bpifrance.

Turbulences africaines et résilience

En introduction du Forum Ambition Africa 2025, Didier Boulogne, Directeur Général Délégué Export de Business France, a rappelé que malgré les turbulences du continent africain (en particulier au Sahel), la France n'entendait pas céder à la tentation protectionniste qui est initiée outre-Atlantique.

Il a ainsi salué la **capacité de résilience de l'Afrique**, dont près de 40 délégations africaines - et également d'outre-mer, comme plus particulièrement Mayotte - étaient présentes au Forum, pour développer de nouveaux courants d'affaires entre la France et l'Afrique, grâce notamment aux 60 missions collectives organisées par Business France dans 26 pays africains.

De fait, se situant dans une dynamique euro-méditerranéenne, **l'appui assuré par Business France** aux entreprises exportatrices françaises vise toutes les activités, et plus particulièrement celles qui touchent à la jeunesse, au sport et aux industries culturelles et créatives.



Une vue partielle du public. Au premier rang, à la gauche du ministre Nicolas Forissier, on reconnaît M me Hamida Rezeg, conseillère régionale de l'Île-de-France (IDF). Photo © DD/APP - CLIQUER SUR L'IMAGE POUR L'AGRANDIR.

Partenariat « gagnant - gagnant »

Le Ministre du commerce extérieur, Nicolas Forissier, a ensuite insisté sur le partenariat de la France avec l'Afrique, dont le Forum Ambition Africa constitue, selon ses propres termes, « le symbole d'une relation économique transformée par la coopération et l'innovation ».

Comme il l'a souligné, **la France est aujourd'hui le 4 e investisseur en Afrique**, avec un partenariat reposant sur la société civile, les femmes et les jeunes innovateurs, et qui porte sur différents sujets stratégiques pour le continent et la France, qu'il s'agisse des énergies renouvelables, des industries vertes, de l'agro-alimentaire ou bien de la cybersécurité.

À l'appui de son propos, le ministre a cité différents chiffres, dont les 60 % de prêts du Trésor français pour le continent africain (depuis 2019), les 20 000 micro-entreprises soutenues par le dispositif Choose Africa, et les 3,5 milliards d'Euros mobilisés pour l'Afrique en 2024 par l'Agence française de développement ([AFD](#)).

Comme l'a ensuite rappelé **Sandra Kassab, Directrice du département Afrique de l'AFD**, celle-ci est une banque publique de développement, qui agit aussi à l'international, en lien avec les tissus économiques locaux pour renforcer les services aux populations, le développement de chaînes de valeur structurées et le soutien à la

formation professionnelle.

Enfin, **le ministre a appelé à la consolidation du partenariat Afrique-France**, dans un esprit de co-construction, par rapport aux domaines de l'Intelligence artificielle, de l'Économie bleue, de l'Agriculture durable, de la Santé et des Industries vertes qui constitueront les grandes thématiques du **prochain Sommet Afrique-France de Nairobi (Kenya) en mai 2026**.

Optimisme moteur

L'Afrique est soumise à d'importants chocs externes et internes, mais, comme l'a souligné **Francine Inarukundo, ministre des Finances, du Budget et de l'Économie numérique du Burundi**, elle sait faire preuve de résilience, grâce au développement de son agriculture (avec le numérique et l'Intelligence artificielle) et l'exploitation de ses minerais - avec la transformation sur place et l'exportation ; par exemple grâce au train partant du Burundi et passant par la République démocratique du Congo (RDC) pour arriver aux ports de Tanzanie -, qui permettent au pays d'améliorer ses rentrées fiscales.

Francine Inarukundo a ainsi rappelé qu'il importe de « soutenir la souveraineté économique de pays africains, grâce au renforcement de leurs écosystèmes nationaux, l'innovation par le numérique (avec la 5G) et l'appui à l'entrepreneuriat ».



Marie-Laure Akin-Olugbade, Vice-Présidente principale de la Banque africaine de développement (BAD), lors de son entrevue avec les collaborateurs d'AfricaPresse.paris, Bruno Fanucchi (à gauche) et Denis Deschamps (à droite), en compagnie de Amina Ondze Mabondzot. Photo © DR - CLIQUER SUR L'IMAGE POUR L'AGRANDIR.

Pour sa part, **Marie-Laure Akin-Olugbade, Vice-Présidente principale de la Banque africaine de développement (BAD)**, a insisté sur le rôle de son institution vis-à-vis du **secteur privé**, auquel des prêts sont

accordés pour qu'il puisse contribuer au bien-être des populations africaines. Pour pouvoir rendre l'Afrique à la fois prospère et inclusive, la BAD s'attache donc à rechercher « aux quatre points cardinaux » des financements nécessaires pour développer les infrastructures nécessaires et l'industrialisation du continent.

Sur ce dernier point, **la production d'électricité est une véritable priorité**, mise en oeuvre par la BAD avec la Banque mondiale, pour que 300 millions d'Africains soient effectivement connectés (« Mission 300 »). Aussi, la BAD est effectivement présente sur tout le continent, en particulier dans les environnements difficiles où elle met en oeuvre ses priorités opérationnelles, qui concernent l'énergie (cf. la Mission 300), la sécurité alimentaire (développement d'une agro-industrie locale à partir de l'exploitation des ressources naturelles), l'industrialisation (développement de hubs technologiques) et l'innovation (transfert de technologie, Intelligence artificielle...).

En lien notamment avec l'AFD, **la BAD entend bâtir une « nouvelle architecture financière africaine »**, dans la perspective de l'intégration régionale via la ZLECAF (zone de libre-échange intercontinentale africaine) qui devrait bientôt constituer un marché de 1,3 milliard de personnes sans barrières tarifaires.

Marie-Laure Akin-Olugbade est ainsi particulièrement « **optimiste sur la capacité de l'Afrique à financer elle-même ses propres projets** », même si elle souhaite à Paris qu'Ambition Africa puisse aussi contribuer à rendre les investisseurs français plus « audacieux » par rapport à un continent où ils ne doivent pas hésiter à se déplacer pour conclure des partenariats dans un esprit « ouvert ».

En effet, « avec des « investissements massifs », l'Afrique - où **21 pays ont un taux de croissance supérieur à 5 % en 2025** - peut selon elle devenir « **le moteur de la croissance mondiale** ».

VII e AMBITION AFRICA / Hubert NANA, PDG Human Resource Solutions (HSD) : « Il faut adapter en Afrique la formation aux besoins réels du marché du travail »



Hubert NANA, Président du Groupe HSD, à la tribune d'Ambition Africa à Paris-Bercy, le 19 novembre 2025.
Photo © BF/APP - CLIQUER SUR L'IMAGE POUR L'AGRANDIR.

À la tribune de la VII e édition d'Ambition Africa à Bercy, Hubert NANA n'a pas mâché ses mots. Dirigeant d'un beau groupe implanté dans une douzaine de pays du Continent, ce spécialiste des Ressources Humaines (Mise à disposition - Recrutement - Formation Professionnelle - Portage) estime qu'il faut tourner la page du colonialisme car l'Afrique reste à construire. Un entretien découpant !

Propos recueillis par Bruno FANUCCHI pour AfricaPresse.Paris (APP)

@africa_presse

APP - Ambition Africa est pour vous - spécialiste reconnu du recrutement et de la formation - une grande première...

Hubert NANA - Promoteur associé de HSD (Human Resource Solutions), une société internationale de ressources humaines, je suis en effet présent pour la première fois à Ambition Africa à Bercy puisque l'on m'a invité à participer à une table ronde sur le thème : « Former, retenir, attirer : une stratégie pour les talents africains ». Un débat passionnant. En réalité, l'Afrique est aujourd'hui encore à construire et il faut commencer par la base de sa construction, puisque nous sommes d'abord demandeurs de talents basiques.

Le Continent a besoin d'ingénierie et de techniciens mais également des postes semi-qualifiés et non qualifiés pour des secteurs comme les infrastructures, les travaux publics, les mines, solides et liquides. D'où ces besoins énormes de formation professionnelle. Je suis Camerounais et contrôle le Groupe depuis Douala, notre capitale économique. Avec des voyages incessants sur toute l'Afrique et dans toutes les entités de notre Groupe.

APP - Quelles sont vos principales activités ?

Hubert NANA - Nos prestations recouvrent quatre lignes d'activité : la formation professionnelle, le recrutement et la chasse de têtes, la mise à disposition du personnel qu'on appelle communément l'intérim et le portage salarial pour accompagner les multinationales qui ont des projets en Afrique, dans des pays où elles n'ont pas besoin d'avoir une implantation juridique.

APP - La formation n'est-elle pas un secteur sinistré ?

Hubert NANA - Bien au contraire. C'est l'une des branches de nos activités pour laquelle deux rendez-vous sur trois ou quatre débouchent sur une expression de besoins. L'Afrique étant à construire, il y a un gap de compétences dans la qualification de la main d'oeuvre. Presque toutes les sociétés qui ont pignon sur rue ont un budget de formation et par exemple l'État du Cameroun investit aussi dans l'accompagnement des talents locaux en montée de compétences.

« Concevoir des contenus éducatifs spécifiques pour le Continent »

APP - Mais n'y a-t-il pas un important décalage entre l'offre et la demande : entre les formations proposées dans les universités et les besoins du marché du travail ?

Hubert NANA - C'est exact. Le constat est clair et ne vaut pas que pour le Cameroun : il y a bien souvent un décalage - sur les plans pratique et culturel - entre les qualifications acquises aux sorties des écoles et des universités et les attentes réelles du marché. C'est pourquoi je propose de prendre désormais le chemin inverse et que les diplômes universitaires correspondent enfin aux réalités socio-économiques de nos pays et aux besoins des entreprises qui seules créent des emplois. C'est l'héritage du colonialisme qui a formé des étudiants avant tout pour leur épanouissement personnel. Or, la société se développant, nous sommes aujourd'hui totalement déphasés et les diplômés qui sortent aujourd'hui de nos universités ne sont guère utilisables.

APP - Quelle est votre vision d'une formation plus adaptée ?

Hubert NANA - Il nous faut concevoir aujourd'hui des modules et des contenus éducatifs spécifiques qui soient adaptés pour l'Afrique et impliquer les Africains eux-mêmes dans la conception de ces nouveaux programmes qui préparent nos enfants à affronter les réalités africaines. Des modules qui prennent en compte certaines données culturelles pour valoriser nos habitudes et traditions.

APP - L'Afrique a-t-elle des besoins et attentes spécifiques ? par exemple dans votre pays le Cameroun ?

Hubert NANA - Le tissu camerounais, comme celui de bien d'autres pays, nous impose des projets prioritaires. Le Cameroun est un pays essentiellement agricole, c'est un pays qui a besoin de construire son infrastructure routière, sanitaire et moderne. Il faut donc partir concrètement de ses besoins et de la vision de chacun de nos pays sur ses besoins immédiats de développement. Et, en fonction de ses besoins, de nouvelles filières d'activités se créent pour répondre à ses besoins.

On forme pour répondre à ces besoins, on ne forme pas pour former... Aujourd'hui, on a de grands projets pour lesquels on a fait venir quelque 600 soudeurs colombiens de Colombie car on n'en a pas trouvé au Cameroun ! Et cela est identique dans presque tous les pays africains. Nous le voyons avec les remontées de nos autres entités africaines.



Portrait d'Hubert NANA, PDG de Human Resource Solutions (HSD), devant un panneau des partenaires - dont HSD - d'Ambition Africa 2025. Photo © BF/APP - CLIQUER SUR L'IMAGE POUR L'AGRANDIR.

« Je ne suis pas révolutionnaire, mais réaliste »

APP - Comment cette inadéquation de la formation par rapport au marché du travail peut-elle perdurer depuis si longtemps ?

Hubert NANA - Parce que les responsables politiques ne sélectionnent pas les acteurs sur la base de leurs compétences techniques, mais sur une base électoraliste et politique. Un nouveau dirigeant, quand il entre en scène, va récompenser les personnes qui l'ont accompagné à obtenir son élection. Pour moi, c'est l'État qui doit fixer le cap. C'est pourquoi on doit mettre à la tête du ministère des Infrastructures un administrateur civil.

APP - Mais, vous êtes un révolutionnaire au Cameroun !...

Hubert NANA - Je ne suis pas un révolutionnaire, mais réaliste. Il faut partir de la réalité pour pouvoir construire quelque chose de fiable. Il faut que nous changions de paradigmes, surtout dans l'état actuel de nos économies car on n'a pas encore atteint la maturité économique et même politique. On vient de parler dans ce panel de Plan Marshall, mais on ne va pas piloter un Plan Marshall avec des gens qui n'ont pas la compétence de la branche économique qu'on leur confie à développer.

Pour construire un avion, il faut des gens qui ont fait de l'aéronautique, c'est mieux. C'est cela ma pensée, même si j'ai bien conscience qu'au niveau des États les choses ne peuvent pas aller aussi vite que je le souhaite en qualité d'opérateur privé.

APP - Quel est le poids aujourd'hui de votre société internationale ?

Hubert NANA - Nous avons déployé quelque 8 000 personnes, réparties sur les douze pays d'Afrique où nous intervenons, pour réaliser toutes nos missions d'intérim - qui vont de trois mois à deux ans - et nous avons actuellement une centaine de collaborateurs internes, c'est le noyau dur de notre société.

À Douala, nous sommes une trentaine, au Gabon, une trentaine également, en Côte d'Ivoire une dizaine, en RCA et en RDC nous sommes huit, au Tchad nous avons cinq collaborateurs, au Congo Brazzaville quatre, en Tanzanie six, un en Ouganda et un autre en Guinée Conakry. Et notre DG en France, M. Didier MICHEL, est dans notre comité directeur chargé, parmi toutes ses fonctions, du contrôle de gestion de toutes les entités et donc du Groupe. C'est un poste stratégique avec une petite équipe de quatre personnes et deux bureaux.

APP - Peut-on revenir sur le portage salarial ?

Hubert NANA - C'est un nouveau produit que nous avons développé face à la frilosité des multinationales à ne pas s'embarquer dans une aventure de projets dans un pays où leur déploiement va être lourd à assumer par rapport à la rentabilité du projet. Beaucoup de sociétés françaises (comme Orange par exemple) s'appuient ainsi sur nous - au lieu de mobiliser toutes leurs structures de mastodontes - pour répondre à un besoin qui ne leur permet pas de dégager une rentabilité standard. Ils déploient ainsi les techniciens et les experts que nous enrôlons provisoirement dans nos effectifs pour une mission déterminée en faisant tout parfaitement dans les règles administratives et financières.

APP - Ne faut-il pas aussi développer l'apprentissage ?

Hubert NANA - L'apprentissage, c'est un peu la formation professionnelle à un plus bas niveau, pour des métiers basiques qui sont indispensables au développement économique de nos pays. Il me semblerait donc fort utile de développer dans nos différents pays davantage l'apprentissage avec un plan d'accompagnement mettant par exemple en binôme des cadres de la diaspora, formés ici ou là, assurant ainsi une meilleure prise en main de la ressource locale.



Hubert NANA, PDG de HSD, avec notre Grand Reporter Bruno FANUCCHI, à Paris-Bercy lors de Ambition Africa 2025, le 19 novembre. Photo © BF/APP - CLIQUER SUR L'IMAGE POUR L'AGRANDIR.

« Notre dernier recensement au Cameroun date de 2005 ! »

APP - N'avez-vous pas un message à l'adresse de la diaspora, ou des diasporas ?

Hubert NANA - En venant à Ambition Africa, mon message était d'encourager les talents africains à ne plus croire que l'Afrique est répulsive pour eux. Car il y a une dynamique de référentiel salarial. Il y a de nombreux membres de la diaspora dont nous aurions besoin des compétences, mais qui se refusent à rentrer au pays car ils pensent que leurs revenus vont chuter de manière drastique par rapport à leur niveau de vie ici.

Au Cameroun, au Gabon et au Tchad, nous sommes en train de réfléchir sur un référentiel salarial des expatriés dans certains secteurs d'activités où ils sont présents. Avec la digitalisation des processus de délivrance de permis de travail, on a la maîtrise des secteurs pour lesquels la demande de main d'oeuvre étrangère est la plus prononcée.

APP - Comment résoudre cette importante différence de rémunération ?

Hubert NANA - Quand une multinationale est capable d'offrir un salaire mensuel de 10 000 € à un directeur, on n'aura pas la prétention avec un local africain d'exiger 10 000 € car ces 10 000 € sont souvent la résultante d'une longue carrière et expérience professionnelle. Nous avons donc fixé un quota avec un barème spécifique : si c'est un jeune Africain avec 5 ans d'expérience on peut donner 50 % ou 60 %, si l'on a 10 ou 15 ans, on peut donner 70 % et ainsi de suite.

Et les 30 % restants, on les met de côté et on les laisse sur place pour renforcer la structure nécessaire dans des segments de qualification en manque. Cette dynamique est en train de faire tâche d'huile au Tchad qui réfléchit à une mutualisation de cette pratique en zone CEMAC. Pour monter en compétences dans certaines filières spécifiques.

Cette politique bien suivie permettrait, en effet, d'attirer des gens et des compétences dans des secteurs où l'on constate une dramatique pénurie en Afrique. Ces compétences sont bien présentes dans la diaspora, mais certains préfèrent parfois continuer à occuper, ici en France, des sous-emplois car cela leur garantit un minimum salarial qu'ils n'auraient pas en Afrique.

APP - N'y a-t-il pas, au sein des diasporas, un vivier de compétences extraordinaire ?

Hubert NANA - Vous avez parfaitement raison. Il faut que nos représentations diplomatiques commencent à travailler dans une démarche de ciblage de productivité économique. Chez nous, quand on fait des recensements, c'est pour des questions strictement électoralistes. Mais l'on pourrait aussi recenser les gens pour mieux connaître le vivier humain que nous avons à disposition. C'est plus simple ici - dans une démarche intelligente - de pousser les universités à coopérer pour déclarer les compétences africaines en fin de parcours académique. C'est ce vivier de compétences qu'il faut mettre sur orbite pour que chacun de ces talents trouve au pays un travail à sa mesure.

Mais nos gouvernants sont frileux en matière de démographie. Ils ne savent pas que la maîtrise des données démographiques est un levier fort de planification de croissance et de développement.

Quand on pense que, par exemple, le dernier recensement au Cameroun a été fait en 2005, il y a plus de 20 ans, et que le suivant prévu en 2015 est toujours en attente, faute de budget dédié !...

Ambition Africa 2025 / Marie-Laure AKIN-OLUGBADE, VP de la BAD : « Que les investisseurs français soient plus audacieux ! »



M me Marie-Laure AKIN-OLUGBADE, vice-Présidente de la BAD, participe aux côtés de Sandra KASSAB (Directrice du Département Afrique de l'AFD) et de la Burundaise Francine INARUKUNDO à une table ronde d'Ambition Africa 2025, qui s'est déroulée à Paris-Bercy les 18-19 novembre 2025. Photo © BF/APP - CLIQUER SUR L'IMAGE POUR L'AGRANDIR.

Pour sa première participation à Ambition Africa, la principale vice-Présidente de la Banque africaine de développement (BAD) a rappelé que le Continent est une zone d'opportunités et de croissance. En effet, en 2025 quelque 21 pays africains auront un taux de croissance supérieur à 5 %.

APP - La BAD a depuis septembre dernier un nouveau Président. Quelles sont ses priorités ?

Marie-Laure AKIN-OLUGBADE - L'ancien ministre mauritanien de l'Économie, Sidi Ould TAH, a en effet été élu le 29 mai dernier - lors des Assemblées générales du Groupe à Abidjan - nouveau Président de la BAD pour un mandat de cinq ans, largement soutenu par nos actionnaires. Élu avec plus de 76 % des votes des pays membres, il a pris officiellement ses fonctions au 1^{er} septembre à Abidjan. Avec une ambition avant tout de mobiliser davantage de capitaux pour le Continent et, là, il s'agit de chercher loin et de ratisser extrêmement large.

C'est aussi un secteur d'investissements institutionnels qui s'est énormément développé avec beaucoup de fonds souverains sur le Continent. Il y a une industrie de l'assurance, de l'assurance vie. Il y a donc des ressources longues qui gagneraient à être mieux canalisées et mieux redistribuées. Un certain nombre d'institutions financières africaines pourraient être mises aussi à contribution dans une espèce de partenariat où la BAD pourrait avoir un rôle moteur pour fluidifier le système au profit d'institutions financières de développement ou purement commerciales, plus proches des populations dans chacun de nos pays.

APP - Et quel est précisément votre rôle aujourd'hui à ses côtés ?

Marie-Laure AKIN-OLUGBADE - En qualité de Vice-Présidente principale depuis octobre 2024, j'ai travaillé avec le Président nigérian ADESINA et, aujourd'hui, j'apporte bien évidemment mon soutien au nouveau Président mauritanien TOH dans l'accomplissement de ses fonctions. J'ai un domaine de responsabilités beaucoup plus précis qui concerne notamment la stratégie de la Banque, tout ce qui concerne la gestion financière et l'élaboration du budget du groupe, mais aussi tout ce qui concerne la détermination des politiques et la mise en oeuvre des sauvegardes sociales et environnementales. C'est donc un portefeuille relativement varié qui me donne une bonne vue sur toutes les activités de la Banque. J'ai donc une vue globale, d'autant plus que j'étais précédemment Vice-Présidente chargée des opérations pour tous les pays sur le Continent.

« 600 millions Africains n'ont
toujours pas accès à l'électricité »

APP - Dans la table-ronde consacrée à « l'économie africaine de demain », à laquelle vous venez de participer, vous évoquiez cinq priorités. Quelles sont-elles ?

Marie-Laure AKIN-OLUGBADE - La BAD s'est dotée en mars 2024 d'une stratégie car notre ambition est réellement de contribuer à cette transformation naturelle : une transformation à la fois énergétique, démographique, agricole, une transformation qui va capitaliser sur l'intégration régionale avec la ZECLAF et une transformation enfin qui va toucher les jeunes et les femmes de ce Continent pour améliorer leur bien-être.

La première priorité, c'est effectivement éclairer et alimenter l'Afrique en énergie. L'objectif, c'est l'accès universel à l'énergie. Sur le Continent, 600 millions d'Africains n'ont toujours pas accès à l'électricité et notre ambition - dans la cadre de la « Mission 300 » que nous mettons en oeuvre avec le groupe de la Banque mondiale - c'est de réduire ce nombre de moitié !

Pour ce faire, nous explorons bien sûr les énergies propres, les énergies renouvelables. Nous travaillons sur toute la chaîne de valeur de l'énergie de la production à la transmission et à la distribution pour apporter de l'électricité - une source d'énergie propre et en continu - au plus près des populations, même dans les régions les plus reculées.



M me Marie-Laure AKIN-OLUGBADE, Vice-Présidente principale de la BAD, devant le panneau des partenaires d'Ambition Africa 2025. Photo © BF/APP - CLIQUER SUR L'IMAGE POUR L'AGRANDIR.

APP - Mais l'agriculture n'est-elle pas une priorité presque aussi importante que l'énergie ?

Marie-Laure AKIN-OLUGBADE - Notre deuxième grande priorité, c'est en effet le développement de l'agriculture, qui tient compte à la fois des petits producteurs, mais également du besoin de transformer et commercialiser un certain nombre d'exploitations agricoles, pour assurer la souveraineté et la sécurité alimentaire. Le Continent a les moyens de se nourrir complètement et aussi d'exporter des produits agro-industriels avec tout ce qui peut être transformé localement. Cela passe par le biais d'agro-industries, par l'investissement dans la production et les systèmes d'irrigation.

La troisième axe, c'est l'industrialisation et nous y croyons vraiment car il est plus que temps que le Continent arrive à un système où l'on peut ajouter de la valeur à tout ce que nous avons et produisons ici.

Nous croyons aux hubs technologiques, aux zones industrielles et aux zones franches. Nous croyons en la possibilité d'avoir des champions africains et nous en avons déjà dans le domaine manufacturier ou industriels, que ce soit au niveau de la production d'engrais ou des hydrocarbures. Dans ces secteurs clés, nous voyons déjà l'émergence de champions.

« La ZLECAF, nous y croyons »

APP - Qu'attendez-vous de la Zone de libre échange continentale africaine ?

Marie-Laure AKIN-OLUGBADE - Le quatrième axe de priorité, c'est l'intégration régionale avec précisément la mise en oeuvre de la ZLECAF. Je rappelle que le groupe de la Banque africaine de développement a été créé en 1964 et l'objectif des pères fondateurs c'était d'abord l'intégration régionale, c'était de pouvoir faire du commerce entre nos différents pays.

C'est que nous avons fait depuis bien des années, mais dans notre stratégie nous devons nous assurer que nous avons toutes sortes de connectivités au niveau des moyens de transport, la connectivité au niveau de l'énergie avec les inter-connexions électriques, la connectivité au niveau de la fibre optique et tout ce qui permet de porter et profiter de ces nouvelles technologies de l'information, la connectivité au niveau des chaînes de valeur régionales et continentales.

La zone de libre échange continentale, nous y croyons et nous accompagnons le secrétariat de la ZLECAF pour nous assurer justement que tous les protocoles sont signés et que ce système clé est en marche... pour que les échanges se multiplient.

Notre cinquième priorité, c'est le transfert de technologies, mais c'est là un domaine transversal. On en a besoin et on en veut dans l'agriculture, dans le domaine de l'énergie, dans tous les process industriels.

APP - Et toute cette stratégie n'a qu'un seul but ?

Marie-Laure AKIN-OLUGBADE - Bien entendu : notre objectif, c'est toujours l'amélioration des conditions de vie des populations. C'est là que nous mettons le focus sur les jeunes et les femmes, pour la création d'emplois pour les jeunes, le développement de ce tissu de banques de l'entrepreneuriat et de l'investissement. Il est important

de pouvoir accompagner les jeunes dans tout leur cycle de création d'entreprise, de l'idée du projet à sa formalisation, du développement du plan d'affaires à son financement. Avec de surcroît la mise en relation avec tout un écosystème, où ils vont trouver des partenaires et nouer des partenariats d'affaires.

APP - Dans vos priorités, je n'ai pas entendu le mot climat...

Marie-Laure AKIN-OLUGBADE - C'est exact. Car nous avons cinq priorités opérationnelles que je viens de vous résumer, mais nous avons de surcroît ce que nous appelons des « priorités transversales », c'est-à-dire qui n'ont pas d'exclusive par rapport aux secteurs d'intervention. Je veux parler de la gouvernance car, sans gouvernance, beaucoup de choses que nous faisons seraient bien éphémères, et bien entendu le changement climatique qui doit également être appréhendé dans chacun de ces secteurs, que ce soit dans le domaine de l'agriculture avec des pratiques qui soient respectueuses de l'environnement, de la conservation des eaux ou des semences mieux adaptées au climat dans certaines régions, etc.

Nous nous sommes d'ailleurs fixés comme objectif dans tout ce que nous faisons d'avoir 40 % de « financement labellisé climat ».

APP - Comme vous êtes présente à Ambition Africa, qu'attendez-vous des investisseurs français ?

Marie-Laure AKIN-OLUGBADE - À titre personnel, c'est la première fois que je participe à ce grand rendez-vous d'affaires d'Ambition Africa à Bercy, où des représentants de la BAD sont déjà venus, et nous nous réjouissons bien sûr de cette invitation. Ce que nous attendons des investisseurs français, c'est qu'ils soient audacieux. Qu'ils prennent l'initiative de se déplacer, d'aller en Afrique et d'avoir des partenariats avec des entreprises installées sur le Continent. Qu'ils viennent chez nous avec un état d'esprit ouvert car il y a énormément d'opportunités qui peuvent être saisies.

Ce que j'aimerais dire aux investisseurs étrangers en général, c'est que l'on a encore - il est vrai - un certain nombre de défis à relever et encore des zones où c'est peut-être plus difficile de travailler qu'ailleurs. Mais nous avons quand même bien des ressources et des richesses, un narratif qui change sur le Continent et de belles histoires qui s'écrivent.

Car c'est un Continent qui continue à générer de la croissance. D'après les dernières perspectives économiques de la BAD, quelque 21 pays africains auront en 2025 un taux de croissance supérieur à 5 %. Il y a donc des zones de croissance et des opportunités en Afrique. Ils doivent être patients et persévérants, mais surtout plus audacieux. À eux de jouer !

EN SAVOIR PLUS :

www.afdb.org



RFI Matin

27 Novembre 2025

Durée de l'extrait : 00:03:18

Heure de passage : 05h52

Disponible jusqu'au :

27 Novembre 2026



Résumé: Des représentants des deux gouvernements libyens, l'un à l'ouest et l'autre à l'est, se sont réunis à Paris pour attirer les investisseurs français. L'événement Ambition Africa, à Paris, est sponsorisé par la "Misurata", une émanation du gouvernement d'unité nationale de Tripoli, en Libye. Malgré la concurrence internationale, la France cherche à renforcer sa présence en Libye via des accords et initiatives économiques.

Famille du média :

Radios Nationales

Horaire de l'émission :

05:00 - 10:00

Audience : **N.C**

Thématique de l'émission :

Actualités-Infos

Générales

Libye Entre Abdelhamid Dabaiba et Khalifa Haftar, l'exercice d'équilibre des investisseurs français

Les acteurs économiques hexagonaux tentent d'avancer leurs pions dans l'Ouest libyen, tout en maintenant leurs réseaux business dans l'Est. Un positionnement fructueux qui s'est notamment traduit par la conclusion récente de deux partenariats à Paris.

[Paul Soler](#), l'envoyé spécial pour la Libye du président français Emmanuel Macron, a chapeauté le 18 novembre la signature d'accords de partenariat avec des acteurs économiques des deux régions rivales de l'Ouest et de l'Est libyen.

Ces deux délégations - l'une représentant la zone franche de la cité-État de Misrata, la Misrata Free Zone (MFZ), et l'autre envoyée par l'Agence nationale de développement (NDA) - ont chacune ratifié un protocole d'entente avec l'agence gouvernementale de conseil [Business France](#). Loin d'être fortuite, la signature le même jour de ces deux accords s'inscrit dans un rééquilibrage de la diplomatie économique de Paris en Libye.

Ces partenariats traduisent la volonté de la France de réchauffer ses relations avec Abdelhamid Dabaiba, le premier ministre du Gouvernement d'union nationale (GUN), dont le statut a été contesté durant l'année 2025 sur la scène internationale. Paris avait appuyé le plan de formation d'un nouveau gouvernement unifié, de concert avec Le Caire (AI du 12/12/24). Ce projet reste néanmoins porté par la mission des Nations unies en Libye (Unsmil).

Protocoles d'accord

Paris engage désormais les entreprises hexagonales à réinvestir la partie ouest du pays, tandis qu'en Cyrénaïque l'organisation du patronat français, le Medef International, a déjà envoyé une vingtaine de chefs d'entreprise à Benghazi, en novembre 2024. Cette délégation a permis la signature de contrats avec le groupe Sidem, spécialisé dans le dessalement de l'eau, et Matière, actif dans les travaux publics et la construction des ponts.

Sous les ors de l'Élysée, en marge de leur présence au forum parisien Ambition Africa, les deux délégations libyennes ont signé tour à tour leur protocole d'accord en présence de l'ambassadeur de France en Libye, Thierry Vallat, du directeur délégué de Business France, Benoit Trivulce, et de Paul Soler.

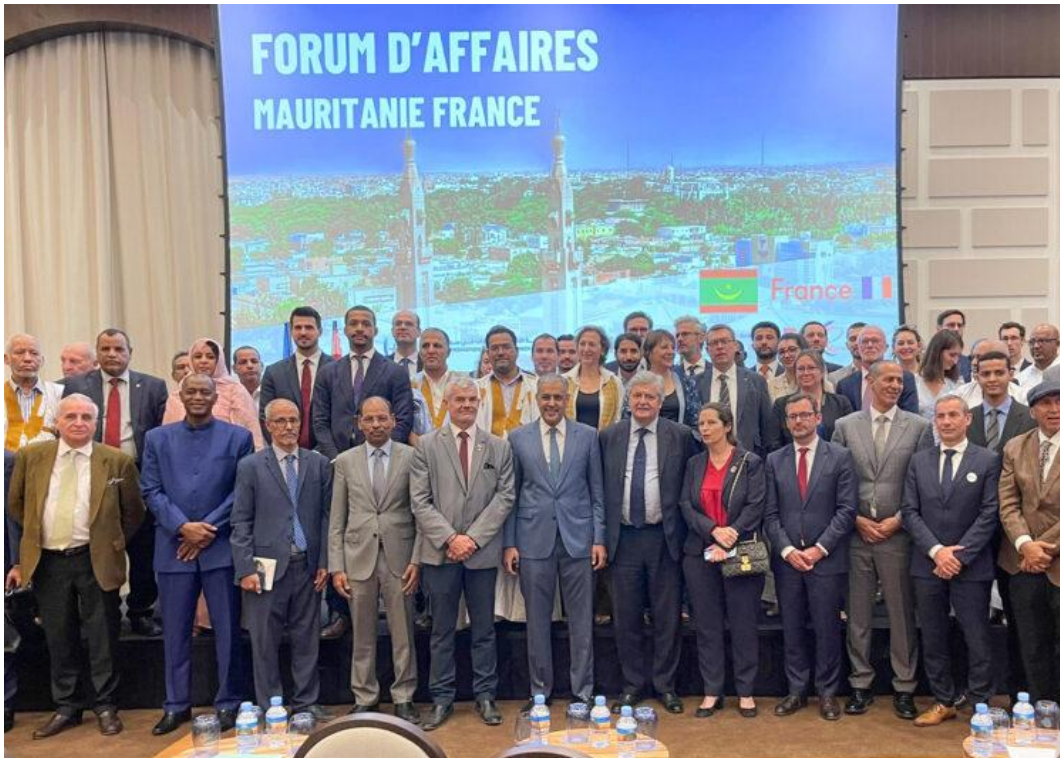
La mission de l'Ouest libyen était encadrée par Mohamed Hamuda, consul général à Marseille, tout juste nommé, le 18 novembre, chargé d'affaires de l'ambassade libyenne à Paris. L'accord signé par le directeur de la MFZ, Ayman al-Darwish, doit permettre de faciliter l'accès aux entreprises tricolores à la zone franche établie autour du plus grand port commercial de la partie occidentale du pays.

Groupes turcs

Celles-ci n'y sont plus présentes depuis le départ de Bolloré Africa Logistics , devenu depuis 2023 Africa Global Logistics (AGL, filiale de Mediterranean Shipping Co , MSC). L'opérateur français n'avait pas réussi à récupérer le contrat qu'il avait signé en 2010 pour les concessions du port de Misrata, perdu lors de la chute de Mouammar Kadhafi l'année suivante. La MFZ avait en revanche attiré de nombreux groupes turcs.

Du côté de la Cyrénaïque, la signature du protocole engageait Mahmoud al-Farjani , le président de la NDA, rattachée à l' Armée nationale libyenne (ANL) du général Khalifa Haftar (AI du 07/07/25). Était également présent Belkacem Haftar , le fils de l'homme fort de l'Est, chargé du Fonds de développement et de reconstruction de la Libye, qui pilote les grands chantiers de construction dans la partie orientale du pays.

France-Mauritanie : Nicolas Forissier à Nouakchott pour dynamiser les échanges



Forum d'affaires Mauritanie-France, le 26 novembre 2025 © DR

Le ministre délégué au Commerce extérieur s'est rendu les 25 et 26 novembre en Mauritanie. Au programme : rencontres avec des membres du gouvernement, visites d'entreprises françaises et d'infrastructures et signature d'un accord dans les énergies renouvelables (ENR).

L'Afrique a le vent en poupe. Après le forum [Ambition Africa](#) les 18 et 19 novembre à Paris, le déplacement au Rwanda de la ministre déléguée à la Francophonie, aux Partenariats internationaux et aux Français de l'étranger **Eléonore Caroït** et la tournée de cinq jours d' **Emmanuel Macron** (Ile Maurice, Afrique du Sud, Gabon et Angola) du 21 au 24 novembre, c'était au tour de **Nicolas Forissier** de se rendre en Afrique.

Point commun de tous ces pays : ils sont **rarement dans le scope des entreprises** souhaitant se développer sur le continent africain, à l'instar du **Cap Vert** où le ministre se rendra sur la route du retour. Pays parmi les plus pauvres de la région et quasi désertique, comptant 5 millions d'habitants (dont 60 % dans la capitale) sur un vaste territoire de 1 million de kilomètres carrés riche en minerais, la **Mauritanie** souhaite **attirer des investisseurs étrangers**.

Infrastructures portuaires, boulangerie et ciment

Partenaire modeste avec 337 millions d'euros d'échanges commerciaux bilatéraux en 2024 (avec un solde excédentaire de 219 millions d'euros en faveur de la France), la Mauritanie bénéficie d'une **aide au développement** dont la France est le premier fournisseur, essentiellement portée par l'AFD, principalement dans l'eau, l'éducation et l'agriculture.

Au cours de sa visite de deux jours, le ministre délégué a certes déjeuné avec les principaux bailleurs de fonds publics internationaux, mais il a aussi rencontré des entreprises françaises implantées sur place comme la **maison Kayser**, la **boulangerie-pâtisserie Paul**, la **cimenterie Mauricim** (filiale du groupe Vicat) ou encore le terminal à conteneurs où **CMA-CGM** est présent (y compris dans la logistique depuis l'absorption de sa filiale Ceva en 2023).

Il a également rencontré le Premier ministre mauritanien **Moctar Ould Diay**, le ministre de l'Economie **Abdallah Souleymane Cheikh-Sidiya**, ainsi que la ministre de l'Environnement, **Messouda Mint Baham Mohamed Lagdhaf**, pour évoquer « *les enjeux de coopération économique, de développement, d'énergie et d'investissements* », précise une note du ministère des de l'Europe et des affaires étrangères.

Dans l'objectifs de créer des « **partenariats gagnant - gagnant** » entre les entreprises des deux pays, il a également inauguré à Nouakchott le **Forum d'affaires Mauritanie-France**, organisé avec le ministère de l'Energie et du pétrole ainsi que l'Agence de promotion des investissements. Ce rendez-vous a mobilisé 250 entreprises des secteurs de l'énergie, de l'agroalimentaire, des services, de l'industrie et de la mine.

Cinquante entreprises françaises sur place

Concrètement, ont été signés au cours de ce déplacement :

- **une lettre d'intention dans le secteur minier** visant une coopération accrue dans le domaine stratégique,
- une convention de prêt concessionnel pour financer à hauteur de 39 millions d'euros la construction de **10 centrales solaires** équipées de systèmes de stockage par batteries.

Pour l'heure, une cinquantaine d'entreprises tricolores sont actives en Mauritanie, où le principal investissement français (155 millions d'euros, dont 75 millions d'euros en fonds propres) a été réalisé par le spécialiste des projets d'infrastructures **Méridiam** dans la construction et l'exploitation du terminal à conteneurs et hydrocarbures du port de Nouakchott.



AFRIQUE DU NORD

LIBYE

BUSINESS

Entre Abdelhamid Dabaiba et Khalifa Haftar, l'exercice d'équilibre des investisseurs français

Les acteurs économiques hexagonaux tentent d'avancer leurs pions dans l'Ouest libyen, tout en maintenant leurs réseaux business dans l'Est. Un positionnement fructueux qui s'est notamment traduit par la conclusion récente de deux partenariats à Paris.

Paul Soler, l'envoyé spécial pour la Libye du président français **Emmanuel Macron**, a chapeauté le 18 novembre la signature d'accords de partenariat avec des acteurs économiques des deux régions rivales de l'Ouest et de l'Est libyen.

Ces deux délégations – l'une représentant la zone franche de la cité-État de Misrata, la Misrata Free Zone (MFZ), et l'autre envoyée par l'**Agence nationale de développement** (NDA) – ont chacune ratifié un protocole d'entente avec l'agence gouvernementale de conseil **Business France**. Loin d'être fortuite, la signature le même jour de ces deux accords s'inscrit dans un rééquilibrage de la diplomatie économique de Paris en Libye.

Ces partenariats traduisent la volonté de la France de réchauffer ses relations avec **Abdelhamid Dabaiba**, le premier ministre du **Gouvernement d'union nationale** (GUN), dont le statut a été contesté durant l'année 2025 sur la scène internationale. Paris avait appuyé le plan de formation d'un nouveau gouvernement unifié, de concert avec Le Caire (AI du 12/12/24). Ce projet reste néanmoins porté par la mission des **Nations unies** en Libye (**Unsmil**).

PROTOCOLES D'ACCORD

Paris engage désormais les entreprises hexagonales à réinvestir la partie ouest du pays, tandis qu'en Cyrénaïque l'organisation du patronat français, le **Medef International**, a déjà envoyé une vingtaine de chefs d'entreprise à Benghazi, en novembre 2024. Cette délégation a permis la signature de contrats avec le groupe **Sidem**, spécialisé dans le dessalement de l'eau, et **Matière**, actif dans les travaux publics et la construction des ponts.

Sous les ors de l'Élysée, en marge de leur présence au forum parisien *Ambition Africa*, les deux délégations libyennes ont signé tour à tour leur protocole d'accord en présence de l'ambassadeur de France en Libye, **Thierry Vallat**, du directeur délégué de **Business France**, **Benoît Trivulce**, et de Paul Soler.

La mission de l'Ouest libyen était encadrée par **Mohamed Hamuda**, consul général à Marseille, tout juste nommé, le 18 novembre, chargé d'affaires de l'ambassade libyenne à Paris. L'accord signé par le directeur de la MFZ, **Ayman al-Darwish**, doit permettre de faciliter l'accès aux entreprises tricolores à la zone franche établie autour du

plus grand port commercial de la partie occidentale du pays.

GROUPES TURCS

Celles-ci n'y sont plus présentes depuis le départ de **Bolloré Africa Logistics**, devenu depuis 2023 **Africa Global Logistics** (AGL, filiale de **Mediterranean Shipping Co**, MSC). L'opérateur français n'avait pas réussi à récupérer le contrat qu'il avait signé en 2010 pour les concessions du port de Misrata, perdu lors de la chute de

Mouammar Kadhafi l'année suivante. La MFZ avait en revanche attiré de nombreux groupes turcs.

Du côté de la Cyrénaïque, la signature du protocole engageait **Mahmoud al-Farjani**, le président de la NDA, rattachée à l'**Armée nationale libyenne** (ANL) du général **Khalifa Haftar** (AI du 07/07/25). Était également présent **Belkacem Haftar**, le fils de l'homme fort de l'Est, chargé du Fonds de développement et de reconstruction de la Libye, qui pilote les grands chantiers de construction dans la partie orientale du pays.

Les entreprises mahoraises invitées à participer à Ambition Africa 2025



L'Agence de Développement et d'Innovation de Mayotte (ADIM) propose un accompagnement financier destiné aux entreprises mahoraises souhaitant participer à Ambition Africa 2025, un sommet économique organisé par Business France les 18 et 19 novembre 2025 au Ministère de l'Économie et des Finances à Paris.

L'événement, qui vise à renforcer les relations économiques entre la France et l'Afrique, comprendra une table ronde consacrée à Mayotte. Celle-ci réunira plusieurs intervenants mahorais autour des thèmes du développement économique, des infrastructures, de la formation et de l'innovation.

La participation de Mayotte s'inscrit dans le cadre du projet DARAJA et du partenariat entre l'ADIM et Business France, avec pour objectif de favoriser l'intégration économique régionale du territoire.

Les entreprises intéressées peuvent s'inscrire jusqu'au 7 novembre 2025 via le formulaire disponible à l'adresse suivante : <https://forms.office.com/r/vg6bzubbGd>.



La Tunisie présente au forum économique « Ambition Africa » à Paris



Plusieurs entreprises et startups tunisiennes des secteurs des TIC et de l'industrie ont activement participé au forum économique « Ambition Africa 2025 ». Il s'est tenu à Paris, les 18 et 19 novembre. Cette participation a mis en lumière le dynamisme de l'entrepreneuriat tunisien, assure l'ambassade de Tunisie à Paris sur sa page *Facebook*.

Organisé par [Business France](#), Ambition Africa a rassemblé des opérateurs publics et privés africains et français. L'ambassade tunisienne et le bureau FIPA-France/FIPA-Tunisia étaient eux aussi présents à cette manifestation.

A noter que l'objectif de ce forum est : d'engager des discussions ciblées; d'explorer de nouvelles opportunités d'investissement; et de favoriser l'émergence de projets porteurs dans des secteurs clés.

Ainsi, les discussions ont porté sur l'importance d'une coopération fondée sur la complémentarité, l'innovation et la création de valeur partagée.